

JOURNAL OFFICIEL

DU TERRITOIRE DU TOGO PLACÉ SOUS LE MANDAT DE LA FRANCE

PARAISANT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOMÉ.

ABONNEMENTS

	UN AN	SIX MOIS
Togo, France et Colonies.	35 fr.	20 fr.
Etranger { Pays à demi-tarif 50 fr.	30 fr.	30 fr.
{ Pays à plein tarif 60 fr.	35 fr.	35 fr.

Prix du numéro	Au comptant, à l'imprimerie.	1 fr. 50
	Par porteur ou par la poste.	
	Togo, France et Colonies.	1 fr. 75
	Etranger: Port en sus.	

ABONNEMENTS ET ANNONCES

Pour les abonnements et annonces, s'adresser au Directeur de l'Ecole Professionnelle de la Mission Catholique de LOMÉ, TOGO.

Ils commencent par le premier numéro d'un mois et se terminent par le dernier numéro d'un des 4 trimestres.

Les abonnements, annonces et réclames sont payables d'avance.

ANNONCES ET AVIS DIVERS

La ligne	2 fr.
Minimum	10 fr.
La page	200 fr.
Chaque annonce répétée: moitié prix; minimum	10 fr.

Ce tarif ne s'applique pas aux tableaux ni aux insertions faites en caractères plus petits que ceux du texte du Journal.

Pour les réclames, demandez le tarif spécial.

TÉLÉGRAMME OFFICIEL

Dakar, le 12 janvier 1942

GOUVERNEURS KOULOUBA — NIAMEY — ABIDJAN —
CONAKRY — PORTO-NOVO — COMMISSAIRE LOMÉ

N° 19 — Vous prie porter connaissance tous Cercles votre territoire télégramme Département dont citation : « Je vous adresse mes vives félicitations pour les résultats que vous avez obtenus dès ouverture de la campagne du Secours National d'hiver *stop*. Je vous prie de transmettre mes remerciements à la population européenne et indigène pour sa générosité *stop*. Ces résultats témoignent éloquentement de la volonté que sous votre impulsion l'Afrique Noire affirme chaque jour avec plus ardeur de s'associer au destin de France renaissante *stop*. Ce m'est un précieux réconfort » — fin citation.

BOISSON.

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

1941

26 mai	— Arrêté ministériel autorisant le port de l'insigne « La Francisque Gallique » décerné par le Maréchal de France, Chef de l'Etat	108
7 octobre	— Arrêté interministériel relatif à la couverture des dépenses administratives des groupements professionnels coloniaux. (<i>Arrêté de promulgation n° 33 du 15 janvier 1942</i>)	109
11 octobre	— Loi portant création de contingents de croix de la Légion d'honneur et de Médailles militaires.	109
11 octobre	— Loi relative aux nominations et promotions dans la Légion d'honneur des mutilés de guerre à 100 p. 100 d'invalidité.	110
16 octobre	— Loi concernant le port de l'insigne La Francisque gallique.	109

22 octobre	— Arrêté interministériel supprimant la Suède de la liste des pays figurant à l'article 1 ^{er} de l'arrêté du 12 décembre 1940 auxquels s'applique la formalité de l'engagement de non-réexportation. (<i>Arrêté de promulgation n° 38 du 16 janvier 1942</i>)	110
24 octobre	— Loi modifiant l'article 125 ter du code de justice militaire pour l'armée de terre. (<i>Arrêté de promulgation n° 34 du 15 janvier 1942</i>)	111
27 octobre	— Décret portant modification au décret du 30 mai 1940 organisant l'école supérieure d'application d'agriculture tropicale et la section technique d'agriculture coloniale.	111
30 octobre	— Arrêté ministériel suspendant l'obligation de prendre l'avis d'un organisme consultatif.	112
31 octobre	— Loi portant suppression des indemnités spéciales temporaires et attribution d'un supplément de traitement et de solde aux fonctionnaires, agents et ouvriers civils et militaires de l'Etat	112
3 novembre	— Arrêtés ministériels rendant obligatoire l'arrondissement au franc le plus voisin des dépenses à la charge de l'Etat, des départements, des communes, des établissements publics, des sociétés concessionnaires de services publics et des retenues exercées sur ces dépenses, suivis de l'instruction d'application.	113
4 novembre	— Arrêté interministériel suspendant l'obligation de prendre l'avis d'un organisme consultatif.	112
17 novembre	— Arrêté interministériel fixant à nouveau les taux de l'indemnité pour charges militaires aux colonies. (<i>Arrêté de promulgation n° 63 du 26 janvier 1942</i>)	115
19 novembre	— Loi créant un secrétariat général permanent en Afrique française.	117
22 novembre	— Décret approuvant un arrêté du Commissaire de France au Togo, portant ouverture de crédits supplémentaires au budget de l'exploitation du chemin de fer et du wharf du Togo — Exercice 1941. (<i>Arrêté de promulgation n° 39 du 16 janvier 1942</i>).	117

5 décembre	— Décret prorogeant de deux mois le délai prévu à l'article 4 du décret du 8 août 1941 réglementant certaines opérations immobilières. (<i>Arrêté de promulgation n° 35 du 15 janvier 1942</i>)	118
Rectificatif à la loi du 30 septembre 1941	tendant à proroger les dispositions de la loi du 27 septembre 1940, modifiée par la loi du 14 novembre 1940, concernant les fonctionnaires et agents civils des colonies relevés de leurs fonctions.	118
Rectificatif à l'arrêté interministériel du 7 octobre 1941	relatif à la couverture des dépenses administratives et d'intérêt général des groupements professionnels coloniaux.	118
Rectificatif à la loi du 25 octobre 1941	interdisant aux anciens dignitaires des Sociétés secrètes l'accès et l'exercice de certaines fonctions publiques relevant du secrétariat d'Etat aux colonies.	118
Rectificatif au journal officiel du Togo n° 440 du 1 ^{er} janvier 1942.		118

ACTES DU POUVOIR LOCAL

1939

26 décembre	— N° 704 — Arrêté réglementant dans toute l'étendue du Territoire du Togo l'exercice de la clientèle rémunérée par tout médecin, pharmacien ou chimiste militaire, fonctionnaire ou contractuel.	119
-------------	--	-----

1942

10 janvier	— N° 19 — Arrêté fixant pour l'année 1942 le montant de la quote-part à verser par les sociétés indigènes de prévoyance au fonds commun.	121
13 janvier	— N° 26 — Arrêté modifiant l'article 1 ^{er} de l'arrêté n° 570 du 2 décembre 1941 fixant les prix d'achat aux producteurs pour le ricin.	121
14 janvier	— N° 27 Arrêté fixant la valeur d'achat des arachides décortiquées.	121
14 janvier	— N° 28 — Arrêté modifiant l'article 4 de l'arrêté n° 115 du 8 mars 1941 instituant au Togo un diplôme d'aptitude professionnelle.	122
14 janvier	— N° 29 — Arrêté autorisant pour 1942 le paiement provisoire de l'indemnité de zone aux taux du 2 ^e semestre 1941.	122
15 janvier	— N° 32 — Arrêté déclarant infectée de peste bovine la ville de Palimé.	122
17 janvier	— N° 43 — Arrêté abrogeant les arrêtés nos 47 du 29 janvier 1941 et 91 du 26 février 1941 et fixant à nouveau les modalités d'élaboration du plan de campagne agricole.	122
17 janvier	— N° 44 — Arrêté approuvant le plan de campagne agricole pour 1942 et lui donnant force exécutoire.	123
21 janvier	— N° 48 — Arrêté portant approbation des plans de campagne des prestations des subdivisions de Lomé et de Klouto.	123
Erratum à l'arrêté n° 4210 r. p. du 3 décembre 1941	du Haut-Commissaire de l'Afrique française portant organisation du service des transmissions de l'A. O. F. (J. O. Togo du 16 janvier 1942 page 77).	123
Personnel		123
Divers		124

TEXTES PUBLIES A TITRE D'INFORMATION

ACTES DU GOUVERNEMENT GENERAL

1942

8 janvier	— Circulaire du Gouverneur général, Haut-Commissaire de l'Afrique française, relative à l'envoi des films cinématographiques à développer.	128
12 janvier	— Lettre du Gouverneur général, Haut-Commissaire de l'Afrique française relative aux dates des concours et examens prévus dans l'administration des douanes pour l'année 1942.	128
17 janvier	— Télégramme officiel du Gouverneur général, Haut-Commissaire de l'Afrique française concernant la valeur des étiquettes des colis familiaux.	128

PARTIE NON OFFICIELLE

Avis et communications

Domaines	129
----------	-----

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

Insignes

ARRETE ministériel du 26 mai 1941 autorisant le port de la « Francisque Gallique ».

L'AMIRAL DE LA FLOTTE, MINISTRE SECRÉTAIRE D'ÉTAT A L'INTÉRIEUR,

Vu la loi du 20 novembre 1940 sur le port d'insignes;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est autorisé le port de l'insigne décerné par le Maréchal de France, chef de l'Etat.

ART. 2. — Le modèle de cet insigne, qui est composé d'une francisque gallique stylisée aux couleurs nationales, a été déposé au ministère de l'intérieur. Ses dimensions sont de 265/194 exprimées en dixièmes de millimètre.

ART. 3. — L'autorisation au port de la francisque est authentifiée par une pièce justificative.

ART. 4. — Toute contrefaçon de cet insigne exposera le fabricant, le détaillant, le détenteur ou le porteur à des poursuites judiciaires.

ART. 5. — La reproduction de la francisque dans la décoration industrielle est autorisée sous les réserves suivantes : la francisque devra être sans relief sur fond plein uni ou ornementé et d'une dimension de 25 p. 100 inférieure ou supérieure à l'insigne officiel.

Toute reproduction décorative devra être soumise à la censure centrale (bureau de documentation) préalablement à la fabrication et à la mise en vente.

ART. 6. — Le présent arrêté sera inséré au *Journal officiel*.

Fait à Vichy, le 26 mai 1941.

*L'amiral de la flotte,
ministre secrétaire d'Etat à l'intérieur;*

Par délégation :

*Le secrétaire général pour la police,
Henry CHAVIN.*

LOI du 16 octobre 1941 concernant le port de l'insigne La Francisque gallique.

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ETAT FRANÇAIS,
Le conseil des ministres entendu;

DECRETONS :

ARTICLE PREMIER. — La Francisque gallique, telle qu'elle a été définie par l'arrêté du 26 mai 1941, est l'insigne du Maréchal de France, chef de l'Etat français.

ART. 2. — Elle est distribuée, au nom du Maréchal de France, par un conseil de douze membres, nommé par lui.

Ce même conseil a le pouvoir de révoquer les autorisations précédemment accordées.

ART. 3. — Nul ne peut porter cet insigne s'il n'a reçu la carte d'autorisation spéciale du chef de l'Etat. Toute personne qui arborerait cet insigne sans pouvoir justifier de cette autorisation est passible d'une amende de 200 à 1.000 francs.

ART. 4. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* et exécuté comme loi de l'Etat.

Fait à Vichy, le 16 octobre 1941.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :

Le ministre secrétaire d'Etat à l'intérieur,

Pierre PUCHEU.

*Le garde des sceaux,
ministre secrétaire d'Etat à la justice,*
Joseph BARTHÉLEMY.

Groupements professionnels coloniaux

ARRETE N° 33 promulguant au Togo l'arrêté interministériel du 7 octobre 1941 sur la couverture des dépenses administratives des groupements professionnels coloniaux.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu la loi du 6 décembre 1940 relative à l'organisation des groupements professionnels des colonies, promulguée au Togo le 23 juin 1941;

Vu l'arrêté interministériel du 7 octobre 1941;

Vu les instructions en date du 22 décembre 1941 du Haut-Commissaire de l'Afrique française;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, l'arrêté interministériel du 7 octobre 1941 sur la couverture des dépenses administratives des groupements professionnels coloniaux.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 15 janvier 1942.

J. de SAINT-ALARY.

LE MINISTRE SECRÉTAIRE D'ETAT A L'ÉCONOMIE NATIONALE ET AUX FINANCES ET LE SECRÉTAIRE D'ETAT AUX COLONIES,

Vu l'article 12 de la loi du 6 décembre 1940 relative à l'organisation des groupements professionnels coloniaux;

ARRETENT :

ARTICLE PREMIER. — Afin de couvrir les dépenses administratives du comité central des groupements, des sections et sous-sections métropolitaines, le comité central des groupements professionnels coloniaux est autorisé à imposer aux ressortissants desdits groupements une cotisation variable suivant leurs activités et dont le maximum est fixé à 2 p. 1.000 de leur chiffre d'affaires.

ART. 2. — Les dépenses administratives des sous-sections locales seront couvertes par des cotisations spéciales dont les taux et les modalités de perception seront fixés, pour chaque colonie, par un arrêté du secrétaire d'Etat aux colonies, pris sur la proposition du comité central et après l'avis du gouverneur général ou du gouverneur.

ART. 3. — Les dépenses d'intérêt général effectuées en faveur d'une branche d'activité déterminée pourront, en outre, être couvertes par des fonds de concours des particuliers ou des collectivités.

Ces fonds de concours seront acceptés par le comité central des groupements professionnels coloniaux après autorisation du secrétaire d'Etat aux colonies.

Fait à Vichy, le 7 octobre 1941.

*Le ministre secrétaire d'Etat
à l'économie nationale et aux finances,*
Yves BOUTHILLIER.

Le secrétaire d'Etat aux colonies,

Amiral PLATON.

Légion d'honneur — Médaille militaire

LOI du 11 octobre 1941 portant création de contingents de croix de la Légion d'honneur et de médailles militaires.

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ETAT FRANÇAIS,

Après avis du conseil d'Etat;

Le conseil des ministres entendu;

DECRETONS :

ARTICLE PREMIER. — A dater de la promulgation de la présente loi, les dispositions du décret du 5 septembre 1939 instituant pour la durée de la guerre un nombre illimité de croix de la Légion d'honneur et de médailles militaires s'appliqueront exclusivement aux faits de guerre ayant entraîné une citation individuelle publiée au *Journal officiel*.

ART. 2. — A dater de la promulgation de la présente loi, les croix de la Légion d'honneur et médailles militaires avec ou sans traitement non attribuées sur les contingents fixés par les lois ou décrets-lois encore en vigueur au 5 septembre 1939 sont annulées.

ART. 3. — A dater de la promulgation de la présente loi, sont créés :

1^o — Un contingent de croix de la Légion d'honneur et de médailles militaires avec traitement mis respectivement à la disposition du secrétaire d'Etat à la guerre, du secrétaire d'Etat à la marine, du secrétaire d'Etat à l'aviation et du secrétaire d'Etat aux colonies;

2^o — Un contingent de croix de la Légion d'honneur et de médailles militaires sans traitement mis respectivement à la disposition du secrétaire d'Etat à la guerre, du secrétaire d'Etat à la marine et du secrétaire d'Etat à l'aviation.

Ces deux contingents, qui sont fixés par décret pour une année, visent à récompenser dans le cadre des lois et règlements de la Légion d'honneur les mérites militaires présents ou passés distincts de ceux relatifs aux faits de guerre tels qu'ils sont définis à l'article 1^{er} ci-dessus.

ART. 4. — A dater de la promulgation de la présente loi, un contingent de croix de la Légion d'honneur sans traitement est mis à la disposition de chaque secrétaire d'Etat.

Ce contingent qui est fixé par décret pour une année, vise à récompenser dans le cadre des lois et règlements de la Légion d'honneur les services civils distingués, notamment ceux qui ont été accomplis depuis le 5 septembre 1939.

ART. 5. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* et exécuté comme loi de l'Etat.

Fait à Vichy, le 11 octobre 1941.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :

*L'amiral de la flotte,
ministre de la défense nationale,
secrétaire d'Etat à la marine,*
Amiral DARLAN.

*Le garde des sceaux,
ministre secrétaire d'Etat à la justice,*
Joseph BARTHÉLEMY.

*Le ministre secrétaire d'Etat
à l'économie nationale et aux finances,*
Yves BOUTHILLIER.

*Le général d'armée,
ministre secrétaire d'Etat à la guerre,*
Général HUNTZIGER.

Le secrétaire d'Etat à l'aviation,
Général BERGERET.

Le secrétaire d'Etat aux colonies,
Amiral PLATON.

LOI du 11 octobre 1941 relative aux nominations et promotions dans la Légion d'honneur des mutilés de guerre à 100 pour 100 d'invalidité.

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ETAT FRANÇAIS,

Après avis du conseil d'Etat;
Le conseil des ministres entendu;

DECRETONS :

ARTICLE PREMIER. — Les lois des 26 décembre 1923, 9 août 1926, 23 mars et 2 janvier 1932 sont abrogées.

ART. 2. — Les militaires ou marins qui obtiendront, soit la médaille militaire, soit un grade dans la Légion d'honneur en raison de blessures de guerre, pourront, si ces blessures viennent à entraîner une invalidité définitive au moins égale à 100 pour 100, être proposés pour le grade de chevalier de la Légion d'honneur s'ils sont médaillés, ou pour un grade supérieur dans l'ordre s'ils sont déjà légionnaires.

ART. 3. — En vue des nominations ou promotions qui pourront résulter de ces propositions, il est alloué

un nombre illimité de croix de la Légion d'honneur avec traitement à chacun des départements de la guerre, de la marine et de l'air.

ART. 4. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de l'Etat français et exécuté comme loi de l'Etat.

Fait à Vichy, le 11 octobre 1941.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :

*L'amiral de la flotte, vice-président du conseil,
ministre de la défense nationale,
secrétaire d'Etat à la marine,*
Amiral DARLAN.

*Le garde des sceaux,
ministre secrétaire d'Etat à la justice,*
Joseph BARTHÉLEMY.

*Le général d'armée,
ministre secrétaire d'Etat à la guerre,*
Général HUNTZIGER.

*Le ministre secrétaire d'Etat
à l'économie nationale et aux finances,*
Yves BOUTHILLIER.

Le secrétaire d'Etat à l'aviation,
Général BERGERET.

Exportation française

Engagement de non réexportation

ARRETE No 38 promulguant au Togo l'arrêté interministériel du 22 octobre 1941 supprimant la Suède de la liste des pays figurant à l'article 1^{er} de l'arrêté du 12 décembre 1940 auxquels s'applique la formalité de l'engagement de non réexportation.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu le décret du 13 septembre 1940 relatif aux prohibitions de sortie, promulgué au Togo le 5 mars 1941;

Vu l'arrêté interministériel du 12 décembre 1940 relatif aux exportations françaises (engagement de non-réexportation), promulgué au Togo le 5 mars 1941;

Vu l'arrêté interministériel du 22 octobre 1941;

Vu les instructions en date du 30 décembre 1941 du Haut-Commissaire de l'Afrique française;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, l'arrêté interministériel du 22 octobre 1941 supprimant la Suède de la liste des pays figurant à l'article 1^{er} de l'arrêté du 12 décembre 1940 auxquels s'applique la formalité de l'engagement de non réexportation.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 16 janvier 1942.

J. de SAINT-ALARY.

L'AMIRAL DE LA FLOTTE, VICE-PRÉSIDENT DU CONSEIL, MINISTRE SECRÉTAIRE D'ÉTAT AUX AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET À LA MARINE, LE MINISTRE SECRÉTAIRE D'ÉTAT À L'INTÉRIEUR; LE MINISTRE SECRÉTAIRE D'ÉTAT À L'ÉCONOMIE NATIONALE ET AUX FINANCES, LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT À LA PRODUCTION INDUSTRIELLE, LE MINISTRE SECRÉTAIRE D'ÉTAT À L'AGRICULTURE, LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT AU RAVITAILLEMENT ET LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT AUX COLONIES,

Vu le décret du 13 septembre 1940 relatif aux prohibitions de sortie;

Vu l'arrêté du 13 septembre 1940 pour l'application du décret précité;

Vu l'arrêté du 12 décembre 1940 relatif à la production d'engagements de non-réexportation pour certaines exportations françaises, modifié par les arrêtés des 6 avril et 23 août 1941;

ARRETERENT :

ARTICLE UNIQUE. — La Suède est supprimée de la liste figurant à l'article 1^{er} de l'arrêté du 12 décembre 1940 des pays auxquels s'applique la formalité de l'engagement de non-réexportation.

Fait à Vichy, le 22 octobre 1941.

*Le vice-président du conseil,
ministre secrétaire d'Etat aux affaires
étrangères et à la marine,
Amiral DARLAN.*

*Le ministre secrétaire d'Etat à l'intérieur,
Pierre PUCHEU.*

*Le ministre secrétaire d'Etat
à l'économie nationale et aux finances,
Yvès BOUTHILLIER.*

*Le secrétaire d'Etat à la production industrielle,
François LEHIDEUX.*

*Le ministre secrétaire d'Etat à l'agriculture,
Pierre CAZIOT.*

*Le secrétaire d'Etat au ravitaillement,
Paul CHARBIN.*

*Le secrétaire d'Etat aux colonies,
Amiral PLATON.*

Justice militaire

ARRETE N° 34 promulguant au Togo la loi du 24 octobre 1941 modifiant l'article 125 ter du code de justice militaire pour l'armée de terre.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;
Vu la loi du 24 octobre 1941;

Vu les instructions en date du 30 décembre 1941 du Haut-Commissaire de l'Afrique française;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulguée dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, la loi du 24 octobre 1941 modifiant l'article 125 ter du code de justice militaire pour l'armée de terre.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 15 janvier 1942.

J. de SAINT-ALARY.

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ÉTAT FRANÇAIS,

Le conseil des ministres entendu;

DECRETONS :

ARTICLE PREMIER. — Le dernier alinéa de l'article 125 ter du code de justice militaire pour l'armée de terre est supprimé et remplacé par le suivant :

« A partir du moment où le transfert de compétence a été ordonné, les pouvoirs, droits et prérogatives attribués par le présent code à l'autorité militaire qui a délivré l'ordre d'informer sont dévolus au général commandant la circonscription territoriale dans laquelle se trouve le tribunal militaire chargé de continuer la procédure ».

ART. 2. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* et exécuté comme loi de l'État.

Fait à Vichy, le 24 octobre 1941.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'État Français :

*Le général d'armée,
commandant en chef des forces terrestres,
ministre secrétaire d'Etat à la guerre,
Général HUNTZIGER,*

*Le garde des sceaux,
ministre secrétaire d'Etat à la justice,
Joseph BARTHÉLEMY.*

*Le secrétaire d'Etat aux colonies,
Amiral PLATON.*

*Le secrétaire d'Etat à l'aviation,
Général BERGERET.*

Ecole supérieure d'application d'agriculture tropicale — Section technique d'agriculture coloniale

DECRET du 27 octobre 1941 portant modification au décret du 30 mai 1940 organisant l'école supérieure d'application d'agriculture tropicale et la section technique d'agriculture coloniale.

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ÉTAT FRANÇAIS,

Vu le décret du 30 mai 1940 organisant l'école supérieure d'application d'agriculture tropicale et la section technique d'agriculture coloniale;

Sur le rapport du secrétaire d'Etat aux colonies;

DECRETONS :

ARTICLE PREMIER. — Les articles 13, 14, 15 et 16 du décret du 30 mai 1940 organisant l'école supérieure d'application d'agriculture tropicale et la section technique d'agriculture coloniale sont modifiés comme suit :

« Art. 13. — Cette section réunit les services et laboratoires d'études et de documentation agricoles, forestiers et zootechniques du secrétariat d'Etat aux colonies. Elle joue le rôle de centre d'information technique agricole, forestière et zootechnique de ce département, ainsi que des établissements de recherches et des services techniques des colonies ».

(Le reste sans changement).

« Art. 14. — La section technique d'agriculture coloniale comprend :

« 1^o — Un centre de documentation qui réunit, classe et conserve les publications, les archives techniques, les documents photographiques concernant les techniques des productions végétales et animales et les sciences dont elles sont l'application ».

(Troisième alinéa sans changement).

« 2^o — Un centre d'études agronomiques, forestières et zootechniques composé des trois sections ci-après :

« A. — Une section agronomique comprenant :

(Les paragraphes a, b, c sans changement).

« B. — Une section forestière comprenant :

« a) Division des produits forestiers. Station d'essais physiques, mécaniques et chimiques des bois. Conservation des bois. Carburants forestiers. Technologie des bois coloniaux. Laboratoire de chimie des bois ;

« b) Division de botanique forestière. Laboratoire d'anatomie et d'identification des bois tropicaux. Inventaire des flores forestières coloniales. Identification des essences forestières ;

« c) Division des carburants forestiers tropicaux.

« C. — Une section zootechnique comprenant :

« a) Division de pathologie animale. Laboratoire d'étude des maladies des animaux domestiques ;

« b) Division de l'alimentation du bétail et des produits animaux. Laboratoire d'étude des aliments. Laboratoire de technologie des produits animaux ».

(Le reste sans changement).

« Art. 15. — La section technique d'agriculture coloniale est placée sous l'autorité du directeur des affaires économiques.

« Le directeur de l'école supérieure d'application d'agriculture tropicale, conseiller technique pour l'agriculture, est chargé d'en assurer l'administration générale.

« Art. 16. — Le centre de documentation est dirigé par un fonctionnaire du cadre des services techniques et scientifiques de l'agriculture aux colonies, secondé par un bibliothécaire archiviste.

« Les sections agronomique, forestière et zootechnique du centre d'études agronomiques, forestières et zootechniques sont dirigées respectivement par le directeur de l'école supérieure d'application d'agriculture tropicale, conseiller technique pour l'agriculture, l'inspecteur général des forêts, conseiller technique pour les forêts, et l'inspecteur général des services vétérinaires, conseiller technique pour l'élevage. A la tête des divisions que comprennent les sections précitées sont placés des fonctionnaires des cadres généraux des services techniques de l'agriculture, de l'élevage et des forêts aux colonies ; ces fonctionnaires sont eux-mêmes secondés par des assistants et des préparateurs français et indigènes, appartenant au personnel de la section technique d'agriculture coloniale ou au personnel des cadres techniques généraux ou locaux des colonies.

« Ceux des fonctionnaires mentionnés à cet article qui appartiennent aux cadres des services de l'agriculture, des forêts et de l'élevage aux colonies sont détachés pour des périodes ne pouvant excéder trois années ».

ART. 2. — Le contre-amiral, secrétaire d'Etat aux colonies, est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de l'Etat français.

Fait à Vichy, le 27 octobre 1941.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :

Le contre-amiral,
secrétaire d'Etat aux colonies,
Amiral PLATON.

Voir décret du 30 mai 1940 au *J. O. Etat Français* n° 142 du 5 juin 1940 — Page 4241.

Organismes consultatifs

Par arrêté du secrétaire d'Etat aux colonies en date du 30 octobre 1941, a été suspendue, pour la période s'étendant jusqu'au 12 juillet 1942, l'application, à l'occasion de tous actes individuels ou réglementaires, des dispositions prévoyant l'obligation de prendre l'avis de l'organisme consultatif suivant :

Commission consultative des concessions coloniales et du domaine.

Par arrêté du garde des sceaux, ministre secrétaire d'Etat à la justice, et du secrétaire d'Etat aux colonies en date du 4 novembre 1941, a été suspendue jusqu'au 12 juillet 1942 l'application des dispositions prévoyant l'obligation de prendre l'avis des organismes consultatifs suivants :

Commission de classement de la magistrature coloniale.

Commission permanente de discipline de la magistrature coloniale.

Indemnités

LOI du 31 octobre 1941 portant suppression des indemnités spéciales temporaires et attribution d'un supplément de traitement et de solde aux fonctionnaires, agents et ouvriers civils et militaires de l'Etat.

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ETAT FRANÇAIS,

Vu l'avis du comité budgétaire ;

Le conseil des ministres entendu ;

DECRETONS :

ARTICLE PREMIER. — Sont supprimées, à compter du 1^{er} novembre 1941, les indemnités spéciales temporaires attribuées aux fonctionnaires et agents de l'Etat en activité de service par les décrets des 11 décembre 1937 et 14 janvier 1939 et par la loi du 23 mai 1941.

ART. 2. — A partir de la même date, et à titre transitoire, il est attribué aux fonctionnaires, agents et ouvriers civils ou militaires de l'Etat, à l'exclusion des employés ou ouvriers dont la rémunération est

déterminée en fonction des salaires pratiqués dans le commerce et l'industrie, un supplément provisoire de traitement, solde ou salaire dont le montant est fixé ainsi qu'il suit :

	TAUX
	francs.
Agents dont la rémunération brute annuelle est inférieure à 9.000 francs	4.200
Agents dont la rémunération brute annuelle est comprise :	
Entre 9.000 et 30.000 francs	5.000
Entre 30.001 et 40.000 francs	6.000
Entre 40.001 et 50.000 francs	7.000
Entre 50.001 et 60.000 francs	8.000
Entre 60.001 et 70.000 francs	9.000
Entre 70.001 et 80.000 francs	10.000
Entre 80.001 et 90.000 francs	11.000
Entre 90.001 et 100.000 francs	12.000
Agents dont la rémunération brute annuelle est supérieure à 100.000	12.000

Pour les agents auxiliaires temporaires âgés de moins de dix-huit ans, les taux de l'indemnité sont ceux fixés ci-dessus sous déduction d'une somme de :

500 francs pour les agents auxiliaires âgés de moins de dix-huit ans et de plus de seize ans ;

1.000 francs pour les agents auxiliaires âgés de moins de seize ans.

ART. 3. — Le supplément prévu à l'article 2 ci-dessus suit le sort de la rémunération principale ; son montant est réduit dans la proportion où se trouve réduite cette rémunération principale pour quelque cause que ce soit.

Pour les agents ne fournissant qu'un service incomplet, le montant du supplément déterminé en fonction du traitement ou salaire qui serait alloué pour la durée normale du service est réduit au prorata de la durée effective du service.

ART. 4. — Sont abrogées toutes dispositions antérieures en tant qu'elles sont contraires à celles du présent décret.

ART. 5. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* et exécuté comme loi de l'Etat.

Fait à Vichy, le 31 octobre 1941.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :

L'amiral de la flotte,
ministre vice-président du conseil,

Amiral DARLAN.

Le ministre secrétaire d'Etat
à l'économie nationale et aux finances,
YVES BOUTHILLIER.

Arrondissement au franc le plus voisin

LE MINISTRE SECRÉTAIRE D'ETAT A L'ECONOMIE NATIONALE ET AUX FINANCES,

Vu l'article 2 de la loi du 21 octobre 1940 ;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Lorsque la liquidation des dépenses à la charge de l'Etat, des départements, des

communes, des établissements publics et des sociétés concessionnaires de services publics en rémunération de services et en règlement de pensions, de locations, de transports, de fournitures, de travaux ou de subventions de toutes natures, fait apparaître des fractions de franc, les sommes résultant de cette liquidation sont arrondies au franc le plus voisin.

ART. 2. — Lorsque la dépense intéresse plusieurs chapitres, articles ou paragraphes, l'arrondissement au franc le plus voisin porte sur chaque somme faisant l'objet d'une imputation distincte.

ART. 3. — Les dépenses visées à l'article 1^{er} qui sont payées avant d'être ordonnancées, sont arrondies par le comptable payeur, compte tenu de l'imputation définitive qu'elles sont destinées à recevoir.

ART. 4. — Ne sont pas soumis à l'arrondissement visé aux articles précédents :

1^o — Les dépenses dont le montant ne dépasse pas 10 francs ;

2^o — Les menues dépenses effectuées par les régisseurs d'avances ;

3^o — Les dépenses liquidées au profit de l'Etat, des départements, des communes, des établissements publics, ou des sociétés concessionnaires de services publics suivant des tarifs homologués ne comportant pas l'arrondissement au franc ;

4^o — Les remboursements et régularisations correspondant exactement à des dépenses du créancier ;

ART. 5. — Toutes les recettes effectuées par voie de précomptes ou de retenues sur des dépenses soumises en vertu des articles précédents à l'arrondissement au franc doivent elles-mêmes être arrondies au franc le plus voisin.

ART. 6. — Le présent arrêté, dont les modalités d'application seront fixées par une instruction du secrétaire d'Etat aux finances, entrera en vigueur le 1^{er} janvier 1942.

Fait à Paris, le 3 novembre 1941.

Pour le ministre :

Le conseiller d'Etat secrétaire général
pour les finances publiques,

HENRI DEROT.

LE MINISTRE SECRÉTAIRE D'ETAT A L'ECONOMIE NATIONALE ET AUX FINANCES,

Vu l'article 2 de la loi du 21 octobre 1940 ;

ARRETE :

ARTICLE UNIQUE. — Les sommes mises en recouvrement sur titres de perception, relevés ou états assimilés, en rémunération de services rendus par l'administration des postes, télégraphes et téléphones, sont arrondies au franc le plus voisin lorsque le montant des droits dus par le débiteur dépasse 10 frs.

Cet arrondissement est effectué sur chaque titre de perception émis.

Fait à Paris, le 3 novembre 1941.

Pour le ministre :

Le conseiller d'Etat secrétaire général
pour les finances publiques,

HENRI DEROT.

INSTRUCTION pour l'application de l'arrêté du 3 novembre 1941 rendant obligatoire l'arrondissement au franc le plus voisin des dépenses à la charge de l'Etat, des départements, des communes, des établissements publics, des sociétés concessionnaires de services publics et des retenues exercées sur ces dépenses.

Paris, le 3 novembre 1941.

I. — Généralités

Pris en application des dispositions du second alinéa de l'article 2 de la loi du 21 octobre 1940, l'arrêté du 3 novembre 1941, en prescrivant de ne plus tenir compte des fractions de franc dans un certain nombre d'opérations, doit permettre à la fois de simplifier la tenue des comptabilités publiques et de faciliter la manipulation des deniers.

Alors que les dispositions de l'article 121 de la loi du 31 mars 1933 prescrivait d'arrondir au franc inférieur le montant des sommes liquidées, l'arrêté susvisé conduit, suivant le principe déjà mis en œuvre pour l'arrondissement au décime, tantôt à une majoration, tantôt à une diminution de la somme revenant à la partie prenante; en effet :

Lorsque la liquidation fait ressortir une somme présentant une fraction de franc égale ou inférieure au demi-franc, cette fraction est négligée;

Lorsque ladite fraction de franc est supérieure au demi-franc, la somme liquidée est arrondie au franc supérieur.

II. — Arrondissement des dépenses

Les trois premiers articles de l'arrêté sont relatifs à l'arrondissement de certaines dépenses à la charge de l'Etat, des départements, des communes, des établissements publics et des sociétés concessionnaires de services publics.

Les dépenses arrondies au franc le plus voisin sont :

1^o — *Les dépenses en rémunération de services* : cette désignation extrêmement large doit comprendre les traitements, soldes, salaires de toutes sortes, toutes les rémunérations, principales ou accessoires, payés aux agents de l'Etat, des départements, des communes, établissements publics et des sociétés concessionnaires de services publics, qu'ils aient ou non la qualité de fonctionnaires; doivent être comprises également dans cette catégorie toutes sommes payées à une personne quelconque, en raison d'un service, même occasionnel, rendu aux collectivités susvisées;

2^o — *Les arrérages de pension* doivent également être arrondis au franc; toutefois, en raison des difficultés que peut présenter la réforme dans les services qui disposent d'installations mécanographiques, des délais pourront être accordés par la direction du trésor pour son application à cette catégorie de dépenses;

3^o — *Les dépenses en règlement de locations* : il ne s'agit pas seulement du paiement de loyers en raison de bail d'immeuble, mais de tout paiement ayant pour cause la mise à disposition partielle ou totale de tout bien, meuble ou immeuble, qu'il y ait ou non avec le propriétaire contrat préalable à l'entrée en jouissance;

4^o — *Les dépenses en règlement de transports, de fournitures et de travaux* : ces termes doivent s'entendre de la façon la plus générale; l'arrondissement au franc doit avoir lieu, quelle que soit la forme du contrat liant les fournisseurs ou entrepreneurs à la collectivité;

5^o — *Les subventions de toutes natures*, quel que soit le mode de calcul de ces subventions (subventions fixes, primes, etc.), que ces subventions soient allouées à des particuliers ou à des collectivités publiques.

Parmi les dépenses qui ne sont pas arrondies au franc le plus voisin, en application du présent arrêté, il convient de citer :

Les diverses dépenses relatives au service des emprunts, arrérages de rentes, de valeurs diverses, d'annuités et remboursements de capitaux;

Les diverses allocations d'assistance.

L'arrondissement au franc le plus voisin doit être effectué à l'occasion de chaque paiement. Si la somme à payer doit être imputée sur plusieurs chapitres, articles ou paragraphes, l'article 2 de l'arrêté précise que la fraction de la créance intéressant chacun des chapitres, articles ou paragraphes, devra être soumise séparément à l'arrondissement.

En application des dispositions de l'article 3, lorsqu'une dépense budgétaire est payée avant ordonnancement, l'arrondissement doit être effectué par le comptable payeur d'après l'imputation budgétaire (chapitres, articles, paragraphes) qui sera donnée aux différentes parties de la dépense.

L'article 4 énumère un certain nombre d'exceptions aux règles établies par les articles précédents.

Ces exceptions comprennent :

1^o — Les dépenses dont le montant ne dépasse pas 10 francs. Il est souligné que, pour que l'arrondissement ne soit pas appliqué, il faut que le montant total du paiement à effectuer au créancier soit inférieur à 10 francs; si cette condition n'est pas remplie, l'arrondissement doit être effectué même pour la subdivision (chapitre, article ou paragraphe) recevant une imputation ne dépassant pas 10 francs;

2^o — Les menues dépenses effectuées par les régisseurs d'avances; cette exception vise les dépenses de minime importance effectuées dans le commerce par les régisseurs d'avances, et notamment les achats justifiés par la simple production d'une facture acquittée. En revanche, le montant des mémoires sur timbre sera soumis à l'arrondissement au franc le plus voisin;

3^o — Les dépenses liquidées au profit de l'Etat, des départements, des communes, des établissements publics et des sociétés concessionnaires de services publics en application de tarifs homologués ne comportant pas l'arrondissement au franc. Cette troisième exception a pour but d'éviter un conflit de réglementation lorsque le créancier est une collectivité publique. Cette disposition vise en particulier l'administration des postes, télégraphes et téléphones : les paiements effectués à cette administration en règlement de services ne sont pas soumis à l'arrondissement. Cependant il convient d'observer qu'un arrêté spécial impose aux postes, télégraphes et téléphones d'arrondir au franc ses titres de perception supérieurs à 10 francs;

la mesure d'exception prévue par l'article 4 de l'arrêté en ce qui concerne l'administration créancière susvisée n'intéresse donc pratiquement que les recettes au comptant.

Il est signalé, en outre, qu'un arrêté spécial vise les fournitures de l'imprimerie nationale et de l'administration des monnaies et médailles; les recouvrements correspondants doivent être arrondis au franc lorsqu'ils sont supérieurs à 10 francs;

4° — Les remboursements et régularisations correspondent *exactement* aux dépenses du créancier. L'arrondissement au franc doit être au contraire appliqué si ladite dépense est remboursée suivant un tarif de barème forfaitaire ne correspondant pas exactement à la dépense réelle. Lorsque le montant du paiement comprend à la fois des sommes exactement remboursées et des sommes liquidées sur d'autres bases faisant les unes et les autres l'objet de la même imputation définitive, l'ensemble du paiement donne lieu à arrondissement au franc.

III. — Arrondissement des recettes.

L'article 5 a pour objet l'arrondissement au franc de certaines recettes.

Cet article vise d'une façon générale les créances de toutes sortes (publiques et privées) recouvrées soit au moyen de précomptes par réduction du montant de l'ordonnancement, soit au moyen de retenues exercées à l'occasion du paiement des dépenses visées à l'article 1^{er} de l'arrêté sur le montant de la somme ordonnancée ou liquidée; ces retenues ou précomptes sont arrondis au franc le plus voisin. L'arrondissement porte sur chaque retenue ou précompte; il va sans dire que c'est cette somme arrondie, effectivement précomptée ou retenue qui, le cas échéant, est portée en réduction de la somme dont le débiteur reste redevable. D'une façon générale, qu'il y ait lieu à précompte ou à retenue, l'on commence par déterminer la somme à ordonnancer en lui appliquant l'arrondissement au franc le plus voisin. Si la retenue doit être calculée en fonction du montant de la somme ordonnancée, c'est la somme arrondie qui est prise en considération pour le calcul de la retenue. Par ailleurs doivent être arrondies au franc le plus voisin les prises en charge de créances à recouvrer par voie de retenues ou de précomptes.

Parmi les recettes visées par l'article 5 on peut citer :

- L'impôt prélevé à la source;
- Les cotisations aux assurances sociales;
- Les retenues pour opposition;
- Les retenues rétroactives et retenues de stage pour le service des pensions;
- Les retenues pour cause de cumul, de congé, d'absence ou par mesure disciplinaire.

Il convient de préciser, pour la liquidation des sommes dues à titre de traitements soumis à la retenue de 6 p. 100 pour le service des pensions, que, les quatre-vingt-quatorze centièmes du traitement faisant seuls l'objet du mandatement, c'est le montant net de cette fraction qui doit être arrondi.

La date d'entrée en vigueur des dispositions de l'arrêté est fixée, par l'article 7, au 1^{er} janvier 1942,

sous réserve des dérogations que la direction du trésor pourra autoriser pour le paiement des arrérages de pensions.

Il est précisé, toutefois, que les dépenses payées avant le 1^{er} janvier 1942 sans ordonnancement préalable donneront lieu à ordonnancement pour le montant exact des sommes payées, même si elles comprennent des fractions de franc; il s'agit, en effet, en l'espèce, d'opérations de régularisation.

Pour le ministre :

*Le conseiller d'Etat secrétaire général
pour les finances publiques,*

Henri DEROT.

Indemnité pour charges militaires

ARRETE N° 63 promulguant au Togo l'arrêté interministériel du 17 novembre 1941 fixant à nouveau les taux de l'indemnité pour charges militaires aux colonies.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu l'arrêté interministériel du 17 novembre 1941;

Vu la note n° 266 r, en date du 22 janvier 1942 de M. Le chef du bureau des finances;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, l'arrêté interministériel du 17 novembre 1941 fixant à nouveau les taux de l'indemnité pour charges militaires aux colonies.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 26 janvier 1942.

J. de SAINT-ALARY.

LE MINISTRE SECRÉTAIRE D'ÉTAT A L'ÉCONOMIE NATIONALE ET AUX FINANCES ET LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT AUX COLONIES,

Vu le décret du 29 décembre 1903 sur la solde et les accessoires de solde des troupes coloniales et métropolitaines à la charge du département des colonies, et les textes qui l'ont modifié;

Vu l'article 6 de la loi du 31 octobre 1941, fixant les taux de l'indemnité de résidence des fonctionnaires;

ARRETEMENT :

ARTICLE PREMIER. — Le tarif n° 6 annexé au décret du 29 décembre 1903 est remplacé par le suivant :

ART. 2. — Les dispositions antérieures sont abrogées, notamment les décrets des 14 avril 1939 et 25 mars 1941 et l'arrêté interministériel du 1^{er} octobre 1941.

ART. 3. — La majoration en remplacement d'ordonnance est incluse dans les taux de l'indemnité pour charges utilitaires fixés par le présent arrêté pour les officiers; lorsque ceux-ci disposent d'un soldat ordonnance pour leur service personnel et exclusif, ces taux devront être diminués de 450 francs pour les chefs de famille et de 225 francs pour les célibataires.

ART. 4. — Le présent arrêté aura effet à compter du 1^{er} novembre 1941.

Fait à Vichy, le 17 novembre 1941.

Pour le secrétaire d'Etat aux colonies et par délégation:

Le conseiller d'Etat secrétaire général,

René FATOU.

Le ministre secrétaire d'Etat

à l'économie nationale et aux finances,

Yves BOUTHILLIER.

Secrétariat général permanent

LOI du 19 novembre 1941 créant un secrétariat général permanent en Afrique française.

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ETAT FRANÇAIS,

Le conseil des ministres entendu;

DECRETONS :

ARTICLE PREMIER. — Il est créé un secrétariat général permanent en Afrique française. Son siège est à Alger.

ART. 2. — Ce secrétariat général permanent est rattaché à la vice-présidence du conseil.

ART. 3. — Les attributions du secrétariat général permanent seront fixées par un décret contresigné par le vice-président du conseil.

ART. 4. — Les fonctionnaires rattachés au secrétariat général permanent seront payés par leur administration d'origine. Les frais de fonctionnement de l'organisme seront imputés au budget général de l'Etat. Le gouvernement général de l'Algérie fournit les locaux nécessaires à son installation.

ART. 5. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* et exécuté comme loi de l'Etat.

Fait à Vichy, le 19 novembre 1941.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :

L'amiral de la flotte,

ministre vice-président du conseil,

secrétaire d'Etat aux affaires étrangères,

Amiral DARLAN.

Le ministre secrétaire d'Etat à l'intérieur,

Pierre PUCHEU.

Le ministre secrétaire d'Etat

à l'économie nationale et aux finances,

Yves BOUTHILLIER.

Le secrétaire d'Etat aux colonies,

Amiral PLATON.

Budget du chemin de fer et du wharf

Ouverture de crédits

ARRETE N° 39 promulguant au Togo le décret du 22 novembre 1941 approuvant un arrêté du commissaire de France au Togo, portant ouverture de crédits supplémentaires au budget de l'exploitation du chemin de fer et du wharf du Togo (exercice 1941).

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu le décret du 22 novembre 1941;

Vu les instructions en date du 30 décembre 1941 du Haut-Commissaire de l'Afrique française;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 22 novembre 1941 approuvant un arrêté du commissaire de France au Togo, portant ouverture de crédits supplémentaires au budget de l'exploitation du chemin de fer et du wharf du Togo (exercice 1941).

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 16 janvier 1942.

J. de SAINT-ALARY.

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ETAT FRANÇAIS,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions du commissaire de la République française au Togo, modifié par le décret du 21 février 1925;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu le décret du 15 juillet 1941 portant approbation du budget annexe de l'exploitation du chemin de fer et du wharf du Togo, pour l'exercice 1941;

Sur le rapport du secrétaire d'Etat aux colonies;

DECRETONS :

ARTICLE PREMIER. — Est approuvé l'arrêté n° 444 pris par le commissaire de France au Togo en conseil d'administration, le 15 août 1941, portant ouverture de crédits supplémentaires et annulation de crédits au budget de l'exploitation du chemin de fer et du wharf du Togo (exercice 1941).

ART. 2. — Le secrétaire d'Etat aux colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel*.

Fait à Vichy, le 22 novembre 1941.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :

Le secrétaire d'Etat aux colonies,

Amiral PLATON.

Arrêté n° 444 du 15 août 1941 publié au J. O. Togo du 1^{er} décembre 1941 — page 618.

Opérations immobilières

ARRETE N° 35 promulguant au Togo le décret du 5 décembre 1941 prorogeant de deux mois le délai prévu à l'article 4 du décret du 8 août 1941 réglant certaines opérations immobilières.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu le décret du 8 août 1941 relatif aux opérations immobilières en Afrique occidentale française et au Togo, promulgué au Togo le 6 octobre 1941;

Vu le décret du 5 décembre 1941;

Vu les instructions en date du 30 décembre 1941 du Haut-Commissaire de l'Afrique française;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 5 décembre 1941 prorogeant de deux mois le délai prévu à l'article 4 du décret du 8 août 1941 réglementant certaines opérations immobilières.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 15 janvier 1942.

J. de SAINT-ALARY.

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ETAT FRANÇAIS,

Vu le décret du 8 août 1941 sur les opérations immobilières en Afrique occidentale française et au Togo;

Vu le sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Sur le rapport du garde des sceaux, ministre secrétaire d'Etat à la justice et du secrétaire d'Etat aux colonies;

DECRETONS :

ARTICLE PREMIER. — Est prorogé de deux mois le délai prévu à l'article 4 du décret susvisé du 8 août 1941.

ART. 2. — Le garde des sceaux, ministre secrétaire d'Etat à la justice et le secrétaire d'Etat aux colonies sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de l'Etat français et aux *Journaux officiels* de l'Afrique occidentale française et du Togo et inséré au *Bulletin officiel* du secrétariat d'Etat aux colonies.

Fait à Vichy, le 5 décembre 1941.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :

*Le garde des sceaux,
ministre secrétaire d'Etat à la justice,*

Joseph BARTHÉLEMY.

*Le secrétaire d'Etat aux colonies,
Amiral PLATON.*

Personnel

LOI du 30 septembre 1941, tendant à proroger les dispositions de la loi du 27 septembre 1940, modifiée par la loi du 14 novembre 1940, concernant les fonctionnaires et agents civils des colonies relevés de leurs fonctions.

RECTIFICATIF au J. O. Togo n° 439 du 16 décembre 1941, page 641, 1^{re} colonne.

28^e ligne :

Au lieu de :

« . . . services concédés des colonies . . . »

Lire :

« . . . services concédés aux colonies . . . »

Groupements professionnels coloniaux

RECTIFICATIF à l'arrêté interministériel du 7 octobre 1941 relatif à la couverture des dépenses administratives et d'intérêt général des groupements professionnels coloniaux (article 2).

Au lieu de :

« . . . la proposition du comité central après avis du gouverneur général ou du gouverneur . . . »

Lire :

« . . . la proposition du comité central, et après avis du gouverneur général ou du gouverneur . . . »

Sociétés secrètes

LOI du 25 octobre 1941 interdisant aux anciens dignitaires des sociétés secrètes l'accès et l'exercice de certaines fonctions publiques relevant du secrétariat d'Etat aux colonies.

RECTIFICATIF au J. O. Togo n° 439 du 16 décembre 1941, page 641, 2^e colonne.

42^e ligne :

Au lieu de :

« . . . compétence étendue, tous jurys, toutes juridictions d'ordre professionnel et toutes assemblées issues d'élections . . . »

Lire :

« . . . compétence étendue, de tous jurys, de toutes juridictions d'ordre professionnel et toutes assemblées issues de l'élection . . . »

56^e ligne :

Au lieu de :

« . . . sous réserve de droits à pension ou à indemnité qui seront fixés ultérieurement . . . »

Lire :

« . . . sous réserve des droits à pension ou indemnité qui seront fixés ultérieurement . . . »

Code pénal — Code d'instruction criminel

RECTIFICATIF au *journal officiel* du Togo n° 440 du 1^{er} janvier 1942, page 25, 2^e colonne, 7^e et 8^e lignes.

Au lieu de :

Sur la proposition du garde des sceaux, ministre secrétaire d'Etat à la justice;

Lire :

Sur la proposition du garde des sceaux, ministre secrétaire d'Etat à la justice et du secrétaire d'Etat aux colonies.

ACTES DU POUVOIR LOCAL

Clientèle rémunérée de la médecine

ARRETE N° 704 réglementant dans toute l'étendue du territoire du Togo l'exercice de la clientèle rémunérée par tout médecin, pharmacien ou chimiste militaire, fonctionnaire ou contractuel.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le mandat sur le Togo confié à la France par le conseil de la Société des Nations en exécution des articles 22 et 119 du traité de Versailles du 28 juin 1919;

Vu le décret du 2 mars 1910 portant règlement sur la solde et les accessoires des fonctionnaires, employés et agents des services coloniaux et les textes qui l'ont modifié, notamment les décrets des 11 juillet 1936, 23 juillet 1937 et 4 janvier 1938;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu le décret du 27 mai 1925 réglementant les obligations professionnelles des médecins et sages-femmes auxiliaires diplômés de l'école de médecine de Dakar;

Vu les arrêtés n° 24 du 9 janvier 1928, n° 188 du 1^{er} avril 1932 et n° 266 du 8 juin 1935 relatifs au fonctionnement des laboratoires de chimie et de bactériologie;

Vu les arrêtés n° 148 du 26 mars 1929, n° 577 du 7 octobre 1929 et n° 58 du 6 février 1932 concernant les soins dentaires;

Vu le décret du 6 avril 1930, modifié par les décrets du 22 janvier 1933 et 12 mars 1936, relatif à l'organisation du service de santé des troupes coloniales;

Vu l'arrêté n° 669 du 31 décembre 1932 autorisant l'intervention des sages-femmes à domicile pour les accouchements;

Vu l'arrêté n° 269 du 1^{er} mai 1933 fixant les tarifs de remboursement pour les examens de radiologie;

Vu le décret du 18 mars 1936 relatif à l'exercice de la médecine et de l'art dentaire dans les Territoires sous mandat français du Togo et du Cameroun;

Vu la circulaire ministérielle n° 2861—2/s. du 13 mai 1938;

Vu le décret du 10 juin 1938 autorisant l'attribution du pourcentage sur le montant des cessions aux médecins fonctionnaires (civils et militaires);

Vu la décision n° 61-067 prise par le conseil d'Etat dans sa séance du 1^{er} février 1939;

Le conseil d'administration entendu dans sa séance du 26 décembre 1939;

Sous réserve d'approbation ministérielle;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'exercice rémunéré de toute clientèle est interdit sur toute l'étendue du territoire du Togo à tout médecin, pharmacien ou chimiste fonctionnaire (militaire ou civil) dans les centres où sont installés un ou plusieurs médecins et pharmaciens libres payant patente, diplômés d'Etat Français, ou diplômés d'Etat étranger et autorisés à exercer la médecine conformément aux prescriptions du décret du 18 mars 1936.

Sont assimilés à des médecins fonctionnaires, en vue de l'application du présent arrêté, tous médecins engagés par contrat ou sur décision et percevant à ce titre une indemnité annuelle susceptible d'être considérée comme une rémunération vitale.

ART. 2. — Dans les localités où la présence de plusieurs praticiens libres patentés permet aux malades

de choisir parmi eux leur médecin traitant, les médecins fonctionnaires ne pourront donner leurs soins en clientèle qu'appelés en consultation par le médecin traitant.

Pour que la présente disposition puisse être appliquée, le nombre des médecins libres ne pourra être inférieur à trois.

Pour les spécialités qui n'auraient pas de représentant qualifié parmi les médecins libres, les malades auront accès au service des consultations de l'espèce dans les formations sanitaires. Les soins ainsi donnés à la salle de consultations donneront lieu à remboursement suivant des modalités et tarifs déterminés ci-après.

ART. 3. — Dans les localités où n'exerce aucun médecin libre patenté et diplômé dans les conditions déterminées à l'article 2, paragraphe 2, le ou les médecins de l'administration sont tenus de donner leurs soins aux malades, sans distinction d'origine ni profession.

Mais aucun service de consultations personnelles et payantes ne doit être ouvert au poste médical, dont les médicaments et objets de pansement ne peuvent être utilisés pour les soins des consultants de l'extérieur.

Toutefois, dans les postes médicaux dépourvus de pharmacien libre, les cessions des médicaments et objets de pansement et matériel du service de santé sont autorisées à titre remboursable et suivant les tarifs en vigueur.

Le tarif des visites à domicile faites dans ces conditions par le médecin de l'administration aux malades européens ou assimilés autres que les fonctionnaires et militaires est fixé à 25 francs, celui des consultations à 15 francs.

Le tarif d'un accouchement normal est fixé à 250 francs; celui d'un accouchement dystocique à 350 francs.

Pour les médecins auxiliaires diplômés de l'Ecole de médecine de Dakar, autorisés à donner des soins médicaux dans les localités dépourvues de médecin européen exerçant au titre français, conformément aux dispositions des articles 2 et 3 du décret du 27 mai 1925, les tarifs ci-dessus indiqués sont réduits de 50%.

ART. 4. — Dans les localités où n'exerce qu'un seul médecin libre patenté et diplômé dans les conditions déterminées à l'article 2, paragraphe 2, pourra être autorisée l'ouverture d'un service officiel de consultations où sera admise la clientèle non bénéficiaire des soins gratuits. Ces consultations seront données en cession.

Le médecin de ce service pourra exceptionnellement être appelé en visite au domicile du malade; dans ce cas la visite donnera lieu à cession au profit du budget intéressé.

Le tarif des consultations données en cession est de 30 francs; celui de la visite à domicile 40 francs.

Le prix de la visite ou de la consultation est doublé entre 21 heures et 6 heures.

Les visites ou consultations comportant des examens de longue durée (examens de mentaux, par exemple) sont comptées comme deux visites ou consultations.

Le médecin fonctionnaire pourra aussi être appelé exceptionnellement à pratiquer des accouchements ou des opérations chirurgicales chez des malades non hospitalisés, dans ces cas, accouchements et interventions chirurgicales feront également l'objet de cessions remboursables.

Les accouchements donneront lieu aux perceptions suivantes :

Accouchement normal	500 frs.
Accouchement dystocique	700 —

Les opérations de petite et de grande chirurgie seront remboursées suivant le tarif appliqué, dans la métropole en matière d'accidents de travail, majoré de 50%.

Les frais de transport du médecin en dehors des agglomérations incomberont au bénéficiaire de la visite.

ART. 5. — Dans les localités où exerce un seul médecin libre patenté et diplômé dans les conditions déterminées à l'article 2, paragraphe 2, chaque visite ou consultation ayant fait l'objet d'une cession donne droit en faveur du médecin fonctionnaire à une indemnité égale à 50% du montant de la cession.

Pour les accouchements et les opérations de grande chirurgie l'indemnité est égale au tiers des tarifs de cession.

Dans les localités où exercent plusieurs médecins libres patentés et diplômés dans les conditions déterminées à l'article 2, paragraphe 2, les examens de spécialistes visés au paragraphe 3 de l'article 2 feront l'objet d'une cession et seront tarifés comme suit :

Examens ophtalmologiques	40 frs.
Examens otorhynolaryngologiques	40 —
Examens des voies génito-urinaires	40 —

Chaque examen donne droit en faveur du médecin fonctionnaire à une indemnité égale à 50% du montant de la cession.

Le tarif des soins dentaires a déjà été fixé par l'arrêté n° 58 du 6 février 1932. Des modifications pourront y être éventuellement apportées.

ART. 6. — Les bons de consultation ou visite des chefs d'entreprise ou des particuliers sont remis au médecin qui inscrit sur un carnet à souche le nom du malade avec la qualité de l'examen pratiqué (visite ou consultation). Le volant du carnet est ensuite adressé par le médecin à l'officier gestionnaire de l'hôpital de Lomé dans les postes à l'agent spécial, aux fins de perception du montant des cessions ainsi faites.

Les demandes de médicaments, objets de pansement et matériel à titre de cessions remboursables, continueront à être établies et satisfaites selon la réglementation déjà en vigueur.

ART. 7. — Les examens pratiqués dans le service de radiologie de l'hôpital de Lomé au profit des fonctionnaires et agents civils, militaires et marins, non hospitalisés, donnent lieu à un remboursement fixé d'après le tarif suivant :

Radioscopie	15 frs.
Radioscopie nécessitant l'emploi de sels de baryte ou de bismuth	40 —
Radiographie :	
Format 15 × 18	30 —
Format 18 × 24	35 —
Format 24 × 30	40 —
Format 30 × 40	50 —
Radiographie dentaire intra-buccale	10 —

Les tarifs sus-indiqués sont majorés de 25% pour les particuliers non fonctionnaires.

ART. 8. — Le tarif des analyses effectuées pour des particuliers, dans les laboratoires officiels est fixé comme suit :

A — LABORATOIRE DE BACTÉRIOLOGIE

a) Examens microscopiques de pratique courante :

Examens microscopiques simples, directs ou après coloration simple, ou après coloration de gram (parasites intestinaux, gonocoques) etc.	15 frs.
Autres recherches (Amibes, Bilharzie)	20 —

b) Examens microscopiques spéciaux :

Colorations spéciales : (Fontana-Tribondeau, giemsa, ziehl, etc.	20 —
Examen après triple centrifugation	30 —
Examen à l'ultra-microscope	40 —
Numérations globulaires	40 —
Cytologie, formule leucocytaire	30 —
Examen après homogénéisation	40 —
Examen après inoculation à un animal	80 —
Examen après culture	50 —
Hémoculture et identification de germes	60 —

c) Technique de laboratoire :

1° — Analyses bactériologiques :

(Eaux, excréta, secréta)	120 —
Auto-vaccins	100 —

2° — Sero-diagnostic :

a) Par agglutination	50 —
b) Par floculation (hecht-Meinicke, etc.)	60 —
c) Par déviation du complément (Wassermann) etc.	80 —

B — LABORATOIRE DE CHIMIE

a) Analyses chimiques biologiques (suc gastrique, urine, sang, liquide céphalo-rachidien, fèces, etc.) :

Recherche d'un élément	10 frs.
Recherche et dosage d'un élément	25 —
Analyse complète	125 —

b) Expertise alimentaire :

Analyse complète d'un vin, vinaigre, alcool, bière, whisky et spiritueux	200 —
Analyse de conserves	100 —
Analyse de farines	100 —
Analyse d'huile, beurre et tous corps gras	150 —
Analyse de lait et farines lactées	200 —
Analyse d'eaux	300 —

c) Analyses industrielles :

Minerais de fer	300 —
Minerais d'aluminium	200 —
Tous minerais	250 —
Dosage d'un élément seulement	50 —
Phosphates naturels	200 —
Métaux antifrictions	200 —
Charbon (sans le soufre)	150 —
Cendres (de charbon ou autres)	150 —
Essences minérales	200 —
Pétroles	200 —
Roches diverses : kaolin, calcaire	250 —
Chaux, ciments	250 —
Huiles minérales, graisses minérales	200 —
Essence de térébenthine, huile de lin, etc.	200 —

d) Expertise toxicologique avec rapport :

(Suivant importance et difficultés) de 500 à 1.000 francs.

ART. 9. — Le produit de ces analyses est réparti comme suit :

81,25% au profit du budget local;
18,75% au profit du médecin, du pharmacien ou chimiste chargé des analyses.

ART. 10. — Sont abrogées toutes dispositions antérieures contraires au présent arrêté et notamment les arrêtés sus-visés n° 24 du 9 janvier 1928, n° 188 du 1er avril 1932, n° 266 du 8 juin 1935, n° 669 du 31 décembre 1932 et n° 269 du 1er mai 1933.

ART. 11. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 26 décembre 1939.

L. MONTAGNÉ.

Approbation ministérielle notifiée par lettre-avion n° 1765/s. s. M. C. en date du 21 novembre 1941 du haut-commissaire de l'Afrique française.

Sociétés Indigènes de Prévoyance

ARRETE N° 19 fixant pour l'année 1942 le montant de la quote-part à verser par les sociétés indigènes de prévoyance au fonds commun.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 3 novembre 1934 relatif aux sociétés indigènes de prévoyance au Togo, modifié par les décrets du 31 juillet 1937 et 18 septembre 1938;

Vu l'arrêté n° 666 du 31 décembre 1934 relatif au fonctionnement des sociétés indigènes de prévoyance, de secours et de prêts mutuels agricoles au Togo, et les arrêtés subséquents qui l'ont modifié;

Vu le décret du 25 décembre 1937 portant organisation du crédit agricole indigène au Togo;

Vu l'arrêté n° 177 du 23 mars 1939 déterminant les conditions d'organisation et de fonctionnement du fonds commun des sociétés indigènes de prévoyance, de secours et de prêts mutuels agricoles;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est fixée comme suit la quote-part à verser pour l'année 1942 par les diverses S. I. P. du Territoire au fonds commun :

S. I. P. de Lomé	6.000 frs.
S. I. P. de Tsévié	3.000 —
S. I. P. d'Anécho	15.000 —
S. I. P. de Klouto	5.000 —
S. I. P. d'Atakpamé	9.000 —
S. I. P. de Sokodé	7.000 —
S. I. P. de Lama-Kara	13.000 —
S. I. P. de Bassari	4.000 —
S. I. P. de Mango	9.000 —

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 10 janvier 1942.

J. de SAINT-ALARY.

Ricin

ARRETE N° 26 modifiant l'article premier de l'arrêté n° 670 du 2 décembre 1941 fixant les prix d'achat aux producteurs pour le ricin.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu l'arrêté n° 250 bis du 26 septembre 1934 portant codification de l'inspection des produits;

Vu l'arrêté n° 670 du 2 décembre 1941 fixant les prix d'achat aux producteurs de ricin;

Vu le T. O. n° 7 s. E./P. du 3 janvier 1942 du Haut-Commissaire de l'Afrique française;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est modifié comme suit l'article premier de l'arrêté n° 670 du 2 décembre 1941 susvisé.

Les prix d'achat à payer aux producteurs sont les suivants :

Lomé	2.587 francs la tonne
Anécho	2.468 —
Noépé	2.493 —
Badja	2.476 —
Assahoun	2.462 —
Agbelouvhé	2.451 —
Tsévié	2.485 —
Atakpamé	2.367 —
Nuatja	2.422 —
Anié	2.375 —
Blittah	2.332 —
Palimé	2.390 —
Agou	2.417 —
Sokodé	2.122 —

ART. 2. — Vu l'urgence, le présent arrêté sera immédiatement applicable par voie d'affichage à la mairie de Lomé, dans les bureaux des cercles et subdivisions, ainsi que dans tous les bureaux de postes.

Lomé, le 13 janvier 1942.

J. de SAINT-ALARY.

Arachides

ARRETE N° 27 fixant la valeur d'achat des arachides décortiquées.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu l'arrêté n° 250 bis du 26 septembre 1934 portant codification de l'inspection des produits;

Vu la décision n° 847 du 30 novembre 1941 ouvrant la campagne d'achat des arachides;

Vu le télégramme officiel n° 10 du 3 janvier 1942 du Haut-Commissaire de l'Afrique française;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — La valeur d'achat des arachides décortiquées de la campagne 1941-42 est fixée comme suit :

Valeur nu bascule Lomé	1.990 francs la tonne
Valeur sur fer Blittah	1.844 —
Valeur magasin Blittah	1.829 —

ART. 2. — Vu l'urgence, le présent arrêté sera immédiatement applicable par voie d'affichage à la mairie de Lomé, dans les bureaux des cercles et subdivisions, ainsi que dans tous les bureaux de postes.

Lomé, le 14 janvier 1942.

J. de SAINT-ALARY.

Diplôme d'aptitude professionnelle

ARRETE N° 28 modifiant l'article 4 de l'arrêté n° 115 du 8 mars 1941 instituant au Togo un diplôme d'aptitude professionnelle.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;
Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté n° 115 du 8 mars 1941 instituant au Togo un diplôme d'aptitude professionnelle;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 4 de l'arrêté n° 115 du 8 mars 1941 susvisé est modifié comme suit :

Art. 4. (nouveau). — Les commissions de surveillance des épreuves écrites, désignées par le commissaire de France comprendront :

Président :

Le chef du service de l'enseignement.

Membres :

Un instituteur du cadre supérieur,

Un fonctionnaire des cadres supérieurs.

Les commissions chargées de faire subir les épreuves pratiques et orales seront constituées par :

Président :

Le chef du service de l'enseignement.

Membres :

Un administrateur-adjoint ou un adjoint des services civils des colonies,

Deux instituteurs ou institutrices du cadre supérieur, ou, à défaut, un instituteur du cadre secondaire pourvu du diplôme d'aptitude professionnelle, désignés par le commissaire de France.

Une commission centrale siégeant à Lomé sera chargée de juger les épreuves écrites, d'examiner les dossiers pour la note de valeur professionnelle, d'établir le tableau des notes et de dresser la liste des candidats proposés pour l'admission définitive; elle sera composée comme suit :

Président :

Le chef du service de l'enseignement.

Membres :

Le chef du bureau du personnel, ou son délégué,

Le directeur de l'école primaire supérieure,

Deux membres du personnel enseignant désignés par le commissaire de France.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 14 janvier 1942.

J. de SAINT-ALARY.

Indemnité de zone

ARRETE N° 29 autorisant pour 1942 le paiement provisoire de l'indemnité de zone aux taux du deuxième semestre 1941.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté n° 414 du 31 juillet 1941 fixant l'indemnité de zone pour le 2^e semestre 1941;

Vu le télégramme n° 17 F. 2/B. I. du 10 janvier 1942 du Haut-Commissaire de l'Afrique française par lequel le département autorisé pour 1942 la prorogation de l'indemnité de zone du Togo aux taux de 1941;

Vu l'urgence;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — En attendant l'approbation ministérielle des textes fixant pour l'année 1942 les taux de l'indemnité de zone, est autorisé pour 1942 le paiement provisoire de cette allocation aux taux en vigueur pendant le deuxième semestre 1941.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 14 janvier 1942.

J. de SAINT-ALARY.

Peste bovine

ARRETE N° 32 déclarant infectée de peste bovine la ville de Palimé.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté du 28 octobre 1933 organisant l'inspection vétérinaire et l'élevage;

Vu l'arrêté n° 425 du 26 juillet 1937 réglementant l'importation et l'exportation des animaux par voie de terre et réglementant la circulation du bétail au Togo;

Vu le télégramme officiel n° 6 du 12 janvier 1942 de l'inspecteur vétérinaire à Mango;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est déclarée infectée de peste bovine la ville de Palimé.

ART. 2. — La circulation des troupeaux de bovidés est formellement interdite dans la ville de Palimé ainsi qu'au sud de Blittah pendant la durée de l'épizootie. — Les animaux devront être conduits par fer au lieu d'abatage.

ART. 3. — Le commandant du cercle du Centre, le chef de la subdivision de Klouto et l'inspecteur vétérinaire et de l'élevage sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 15 janvier 1942.

J. de SAINT-ALARY.

Campagne agricole

ARRETE N° 43 abrogeant les arrêtés nos 47 du 29 janvier 1941 et 91 du 26 février 1941 et fixant à nouveau les modalités d'élaboration du plan de campagne agricole.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté n° 47 du 29 janvier 1941 fixant les modalités d'élaboration du plan de campagne agricole;

Vu l'arrêté n° 91 du 26 février 1941 modifiant la composition des commissions prévues à l'arrêté n° 47 du 29 janvier 1941;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les arrêtés nos 47 du 29 janvier 1941 et 91 du 26 février 1941 sont abrogés.

ART. 2. — Le programme d'action agricole est fixé chaque année par un plan de campagne.

Ce plan de campagne est élaboré dans le cadre des sociétés de prévoyance, par section, par une commission composée comme suit :

Le président de la Société de prévoyance intéressée

Le chef de la circonscription agricole ou son délégué,

Un représentant du service zootechnique,

Le conseil d'administration de la S. I. P.

Cette commission se réunit dans chaque chef-lieu de subdivision, siège de S. I. P., au moment de l'élaboration du projet de budget.

Le projet général de plan de campagne pour l'ensemble du Territoire est dressé par le chef du service de l'agriculture.

Il est approuvé et rendu exécutoire par le commissaire de France.

ART. 3. — Les chefs de circonscription agricole et les présidents de S. I. P. sont chargés de l'exécution du plan de campagne au moyen, d'une part des crédits qui leur sont délégués à cet effet et d'autre part des crédits inscrits aux budgets des S. I. P.

ART. 4. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 17 janvier 1942.

J. de SAINT-ALARY.

ARRETE No 44 approuvant le plan de campagne agricole pour 1942 et lui donnant force exécutoire.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté no 43 du 17 janvier 1942 abrogeant les arrêtés no 47 du 29 janvier 1941 et 91 du 26 février 1941 et fixant à nouveau les modalités d'élaboration du plan de campagne agricole;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est approuvé le plan de campagne agricole 1942 dont les dispositions reçoivent force exécutoire.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 17 janvier 1942.

J. de SAINT-ALARY.

Plans de campagne des prestations

ARRETE No 48 portant approbation des plans de campagne des prestations des subdivisions de Lomé et de Klouto.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu l'arrêté no 29 du 13 janvier 1937 réglementant à nouveau l'assiette de l'impôt des prestations;

Vu l'arrêté no 602 du 14 novembre 1937 fixant à nouveau le nombre de journées de prestations et le taux de la conversion;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont approuvés et rendus exécutoires les plans de campagne des prestations pour l'année 1942 des subdivisions ci-après :

Cercle de Lomé. — Subdivision de Lomé;

Cercle du Centre. — Subdivision de Klouto.

ART. 2. — Les commandants de cercle et chefs de subdivision intéressés sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 21 janvier 1942.

J. DE SAINT-ALARY.

Services des transmissions

ERRATUM à l'arrêté no 4210 T. P. du 3 décembre 1941 du Haut-Commissaire de l'Afrique française portant organisation du service des transmissions. (J. O. T. du 16 janvier 1942 page 77).

Art. 12. — 2^e § : « ... chacun de ces groupes ... du service radio » *ajouter*, in fine du § : « ... pour toutes les questions de service courant ».

ACTES CONCERNANT LE PERSONNEL**ACTES DU POUVOIR CENTRAL****PERSONNEL EUROPÉEN****Nomination**

Par arrêtés du secrétaire d'Etat aux colonies en date du 8 décembre 1941, ont été intégrés dans le cadre général des opérateurs et mécaniciens radio-électriciens coloniaux :

M. Wallon (Henri), sous-chef de dépôt de 1^{re} classe des chemins de fer du Togo, nommé chef de poste radioélectricien de 3^e classe, bénéficiera au 1^{er} janvier 1942 d'une ancienneté de 5 ans 5 mois 12 jours pour services civils et 1 an 11 mois 18 jours pour services militaires.

M. Brassard (Paul), ingénieur, chef de station radiotélégraphiste hors classe, du cadre de l'Afrique occidentale, nommé chef de poste radioélectricien hors classe, bénéficiera au 1^{er} janvier 1942 d'une ancienneté de 5 ans 6 mois pour services civils et 9 mois 27 jours pour services militaires (conserve à titre personnel le bénéfice de sa solde de 34.000 frs.).

ACTES DU POUVOIR LOCAL**PERSONNEL EUROPÉEN****Tableau d'avancement**

Par arrêté no 25 du :

13 janvier 1942. — Sont inscrits au tableau d'avancement du personnel de la trésorerie du Togo pour l'année 1942 :

Pour le grade de payeur de 2^e classe :

Saint-Criq André, payeur de 3^e classe.

Pour le grade de payeur de 3^e classe :

Laporte Roger, commis principal hors classe.

Pour le grade de commis principal hors classe :

Larrère Joseph, commis principal de 1^{re} classe.

Promotions

Par arrêté n° 24 du :

12 janvier 1942. — M. Gouineau Jean, commis radiotélégraphiste principal de 3^e classe du cadre local des radiotélégraphistes du Togo, est promu, pour compter du 1^{er} juillet 1940 au point de vue de l'ancienneté et pour compter du 1^{er} octobre 1940 au point de vue de la solde, au grade de commis radiotélégraphiste principal de 2^e classe et conserve dans ce grade une ancienneté de 2 mois 6 jours pour services militaires non utilisés.

Par arrêté n° 30 du :

14 janvier 1942. — Sont promus, à compter du 1^{er} janvier 1942, dans le personnel des cadres locaux européens des travaux publics, des chemins de fer et du wharf du territoire du Togo :

I. — TRAVAUX PUBLICS

Au grade d'ouvrier d'art de 3^e classe :

Gablin Maurice, ouvrier d'art de 4^e classe.

Au grade de surveillant de 2^e classe :

Walter Claire, surveillant de 3^e classe.

II. — CHEMINS DE FER

Au grade de chef de gare de 1^{re} classe :

Bruni Louis, chef de gare de 2^e classe.

Par arrêté n° 36 du :

15 janvier 1942. — Sont promus à compter du 1^{er} janvier 1942, dans le personnel de la trésorerie du Togo :

Au grade de payeur de 2^e classe :

Saint-Criq André, payeur de 3^e classe.

Au grade de commis principal hors classe :

Larrère Joseph, commis principal de 1^{re} classe.

Agents auxiliaires**Salaire**

Par décision n° 61 du :

19 janvier 1942. — Le salaire de M. Lhuissier André est fixé à 1.000 francs par mois pour compter du 1^{er} janvier 1942.

PERSONNEL INDIGÈNE**Nomination**

Par arrêté n° 37 du :

15 janvier 1942. — Sont nommés instituteurs auxiliaires stagiaires 1^{er} échelon, au titre de l'enseignement officiel, les moniteurs auxiliaires dont les noms suivent :

Namoro Karamoco, Mikem Michel.

Sont nommés instituteurs auxiliaires de 2^e classe, au titre de l'enseignement officiel, les moniteurs dont les noms suivent :

Johnson Denis, moniteur de 2^e classe.

Amah Moorhouse, moniteur de 2^e classe.

Les instituteurs auxiliaires de 2^e classe Johnson Denis et Amah Moorhouse auront droit, à titre personnel, à un complément de solde égal à la différence entre leur solde actuelle et celle de leur grade dans le cadre des instituteurs jusqu'à leur promotion à un grade leur conférant une solde supérieure ou au moins égale à celle dont ils jouissent actuellement.

Sont nommés instituteurs auxiliaires de 2^e classe, au titre de l'enseignement privé, mission catholique, les moniteurs dont les noms suivent :

Agbobby Emmanuel, moniteur de 1^{re} classe.

Lacé Pierre, moniteur de 3^e classe.

Les instituteurs auxiliaires de 2^e classe Agbobby Emmanuel et Lacé Pierre auront droit, à titre personnel, à un complément de solde égal à la différence

entre leur solde actuelle et celle de leur grade dans le cadre des instituteurs, jusqu'à leur promotion à un grade leur conférant une solde supérieure ou au moins égale à celle dont ils jouissent actuellement.

Punitions

Par décision n° 57 du :

15 janvier 1942. — Une punition de sept jours de suspension de solde est infligée au maître-ouvrier de 6^e classe Padé Robert pour le motif suivant :

« Malfaçons continues, malgré de nombreuses observations ».

Par décision n° 58 du :

15 janvier 1942. — Une punition de sept jours de suspension de solde est infligée au chef d'équipe de 2^e classe Biam Johannes pour le motif suivant :

« Malfaçons continues, malgré de nombreuses observations ».

Agents auxiliaires**Nomination**

Par décision n° 40 du :

10 janvier 1942. — Sont engagés en qualité d'agents auxiliaires stagiaires, les nommés :

Kouéviakoé James, Ayivi Adadé Pierre, Attiogbé Etienne, Yigan Joseph.

Ils auront droit en cette qualité à un salaire mensuel de 200 francs et aux avantages définis par le règlement du 1^{er} mai 1939.

Licenciements

Par décision n° 53 du :

14 janvier 1942. — L'agent auxiliaire Saronna Joseph est licencié de son emploi pour mauvaise manière habituelle de servir, à compter du jour de la notification de la présente décision à l'intéressé.

Par décision n° 62 du :

19 janvier 1942. — Le peintre auxiliaire Kossè Etsè est licencié de son emploi pour compter du 1^{er} février 1942, pour refus d'exécution d'un travail.

Par décision n° 72 du :

21 janvier 1942. — L'agent auxiliaire Moïse, dont la conduite laisse à désirer et dont les absences irrégulières sont nombreuses, est licencié de son emploi pour compter du 1^{er} février 1942.

Démission

Par décision n° 71 du :

21 janvier 1942. — Est acceptée pour compter du 16 février 1942, la démission de son emploi offerte par l'agent auxiliaire Sodokpo Martin pour convenance personnelle.

DIVERS**Allocations**

Par décision n° 59 du :

16 janvier 1942. — Il est accordé, pour compter du 1^{er} février 1942, une allocation annuelle de Six cents francs (600 frs.) à l'ancien agent de l'administration Gnamadon Mathieu pour l'année 1942.

• Cette allocation est personnelle. Elle est payable par trimestre et à terme échu.

Campagne du coton

Par arrêté n° 51 du :

21 janvier 1942. — La date d'ouverture de la campagne du coton est fixée au 1^{er} février 1942 dans le cercle de Sokodé et la subdivision autonome de Mango et au 15 février pour les cercles de Lomé, d'Anécho et du Centre.

Commandement indigène

Par arrêté n° 40 du :

17 janvier 1942. — Le nommé Koutouaméa Koudoadji, V est nommé chef du canton d'Agou-Kébou, en remplacement du nommé Koudoadji TV, décédé.

Diplôme d'aptitude professionnelle

Par décision n° 51 du :

14 janvier 1942. — Les épreuves écrites de l'examen du diplôme d'aptitude professionnelle pour la session de 1942 auront lieu à Lomé à l'école ménagère le 26 janvier 1942 à partir de 7 heures 30.

Domaines**Abornement**

Par décision n° 44 du :

12 janvier 1942. — M. Dossou Jean, surveillant auxiliaire des travaux publics, est désigné comme géomètre ad-hoc pour procéder le *mercredi 14 janvier* 1942 à neuf heures, au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Payimé — Anécho — cercle d'Anécho, dont l'immatriculation a été demandée par M. Ohin John K., employé de commerce, domicilié à Anécho, agissant pour son compte personnel, suivant réquisition n° 1178 du 14 octobre 1941.

Internat de Mango

Par arrêté n° 45 du :

20 janvier 1942. — Le montant des allocations de nourriture et d'entretien des élèves de l'internat de Mango est fixé ainsi qu'il suit pour l'année 1942 :

Nourriture	1 fr., 10
Entretien	0 fr., 45

Justice indigène

Par arrêté n° 21 du :

11 janvier 1942. — Sont nommés assesseurs européens près certains tribunaux criminels du Territoire pour l'année 1942 :

CERCLE DE LOMÉ :

M.M. Robert Alexandre;
Charles Pierre;
Pallarès Martin;
Olieu Paul.

CERCLE D'ANÉCHO :

M.M. le Médecin-commandant Poix;
Guérin Edmond;
Parbot Louis;
Jonquet Georges.

CERCLE DU CENTRE :

M.M. Rodier Georges;
Peyrès Paul;
le Médecin-commandant Orly, Alain;
Moindrot Sylvain.

Par arrêté n° 22 du :

11 janvier 1942. — Sont nommés pour l'année 1942 assesseurs indigènes près certains tribunaux des 1^{er} et 2^e degrés et criminels du Territoire :

I — CERCLE DE LOMÉ**1^o — Tribunal du 2^e degré et tribunal criminel :**

Adjallé Jacob, chef de canton, coutume Ewé.
Aklassou Joseph, chef de canton, coutume Ewé.
Occansey Ludwig, notable, coutume Ahoulou.
Homawoo Francis, notable, coutume Somé.
Sémékonon Agblévon, chef de canton, coutume Ewé.
Houinkpéto Kémavo William, chef de village, coutume Ewé.

Ajavon Emmanuel, notable et chef de quartier, coutume Mina.

Agbodjan William, notable et chef de quartier, coutume Mina.

Fumey Mensah William, notable, coutume Mina.

Malm Ahoudou, notable, coutume Yorouba.

Malm Sambo, notable, coutume Anago et Haoussa.

Gboguidigbo Adjaboni, notable, coutume Fon.

2^o — Tribunal du 1^{er} degré de Lomé :

Dorkénoo Michel, coutume Ewé.

Agbaglo Jérôme, coutume Ewé.

Gibirila Sanoussi, coutume Nago.

Kouassi Gbédor, coutume Ana.

Gbaguidi Gbadji, coutume Fon.

Galadima Ahoudou, coutume Haoussa.

Gaba Jacob, coutume Mina-Guin.

Comlan Ferdinand, coutume Mina-Guin.

de Souza Henri, coutume Somé.

Accolatsé Alex, coutume Ahoulou.

Koughblénou Joseph, coutume Ouatchi.

Kagni Thomas, coutume Pla-Péda.

3^o — Tribunal du 1^{er} degré de Tsévié :

Nopégnon Somali, coutume Ewé.

Passah Seth, coutume Ewé.

Maglo Richard, coutume Ewé.

Maglo Sodofia, coutume Ewé.

Atiatomé, coutume Ewé.

Akakpo Noudoda, coutume Ewé.

Goéh Victor, coutume Mina.

Koffi Siwomey, coutume Mina.

Ahiakpor Andréas, coutume Ahoulou.

Attipoé Alfred, coutume Ahoulou.

Malam, coutume Haoussa.

Edo, coutume Yorouba.

II — CERCLE D'ANÉCHO**1^o — Tribunal du 2^e degré et tribunal criminel :**

Kalipé Paul, chef de canton, coutume Ouatchi.

Lawson Body Frédéric, chef supérieur, coutume Mina.

Akakpo, chef de village, coutume Ouatchi.

Lassey Smart, chef de canton, coutume Mina.

Méssanvi Christophe, chef de village, coutume Ouatchi.

Agbanon, chef de canton, coutume Mina.

Sognigbé Messan, chef de village, coutume Mina.

Adékambi, chef de village, coutume Mina.

Noussougan, chef de village, coutume Ouatchi.

Ibrahima Mamadou, Imam, coutume Musulman.

Sani Mama, Imam, coutume Musulman.

Gani Mamadou, notable, coutume Musulman.

2^o — Tribunal du 1^{er} degré :

Djossou, chef de village, coutume Ouatchi.

Quam-Dessou Kponton Antoine, chef de famille, coutume Mina.

Zébada Amouzou, notable, coutume Ouatchi.

Combé Combété, chef de village, coutume Mina.

Noudoukou, chef de village, coutume Ouatchi.

Gbadago William, notable, coutume Mina.

Eklo, chef de village, coutume Ouatchi.

Amah Sylvestre, notable, coutume Mina.

Anato, chef de village, coutume Ouatchi.

d'Almeida Amah, notable, coutume Mina.

Saliki Gardi, notable, coutume Musulman.

Yaya Mama, notable, coutume Musulman.

III — CERCLE DU CENTRE**1^o — Tribunal du 2^e degré et tribunal criminel :**

Atchikiti Bassah, chef de canton, coutume Ana.

Adjangba Mensah, notable, coutume Ewé.

Ihou Attigbé, chef de canton, coutume Akposso.
 Abbey Amouzou Joseph, notable, coutume Ewé.
 Gnadjogbé Glikpo, notable, coutume Akposso.
 Onoudjé Djamba, chef de village, coutume Fon.
 Gouvidé Danhomé, chef de village, coutume Fon.
 Kanli Adjonou, chef de village, coutume Ana.
 Kodo, chef de village, coutume Cabrais-Losso.
 Katokoli Etéké, chef de village, coutume Cabrais-Losso.
 Ali Mama, chef de quartier, coutume Musulman.
 Ali Tchola, chef des Nagos, coutume Musulman.

2^o — *Tribunal du 1^{er} degré d'Atakpamé :*

Tchakpala Soussoukpé, notable, coutume Ana.
 Reinhold Frantz Mensah, notable, coutume Ewé.
 Agbémadon Atchossin, notable, coutume Ana.
 Ayité Joseph, notable, coutume Ewé.
 Guédo Aboudou, chef de village, coutume Akposso.
 Houinkpati Doufossi Jean, chef de village, coutume Akposso.

Tofon Dakpo, chef de village, coutume Fon.
 Ezin Marcel, chef de village, coutume Fon.
 Kétékété, notable, coutume Cabrais-Losso.
 Dongo Niossé, chef de village, coutume Cabrais-Losso.
 Batcharou Moussa, notable, coutume Musulman.
 Abou Ladani, notable, coutume Musulman.

IV — SUBDIVISION AUTONOME DE MANGO

Tribunal du 1^{er} degré de Mango :

Nawanoû Watara, chef de famille, coutume Tchokossi.
 N'Djambara, chef de quartier, coutume Tchokossi.
 Fambaré, chef de famille, coutume Tchokossi.
 Malam Ibrahim, iman, coutume Haoussa (Musulman).
 Lamboni Kanon, chef de canton, coutume Moba.
 Bamoak, chef de canton, coutume Moba.
 Alik, chef de canton, coutume Lamba.
 Alfa, chef de canton, coutume Tamberma.
 Padam Lamboni, chef de canton, coutume Gourma.
 Dengandé Tiem, chef de canton, coutume Gourma.
 Bapiri, chef de village, coutume Konkomba.
 Billa Gnénéhéné, chef de village, coutume Yanga-Boussancé.

Par arrêté n° 49 du :

21 janvier 1942. — Sont nommés assesseurs européens près le tribunal criminel de Sokodé pour l'année 1942 :

M. le R. P. Boursin;
 M.M. Horard Léon;
 Azemard Pierre;
 Stoll René.

Par arrêté n° 50 du :

21 janvier 1942. — Sont nommés pour l'année 1942 assesseurs près les tribunaux ci-après désignés :

I. — CERCLE DU CENTRE

Tribunal du 1^{er} degré de Klouto :

Paul Agbémabiassé, notable, coutume ewé.
 Adassou Tété, chef de canton, coutume ewé.
 Agbo Etsé, chef de canton, coutume ewé.
 Agbi Hélutse, sous-chef de village, coutume ewé.
 Komassi Fritz, chef de canton, coutume ewé.
 Dagadou Andréas, chef de village, coutume ewé.
 Daayo, chef de village, coutume ewé.
 Armattoé Robert, notable, coutume somé.
 Amekugee Joseph, notable, coutume somé.
 Midjama Malam, coutume musulmane.
 Idrissou, notable nago, coutume musulmane.
 Abouté, notable, coutume cabraise.

II. — CERCLE DE SOKODÉ

1^o — *Tribunal du 2^e degré et tribunal criminel :*

Boukari, chef de village, coutume cotocoli.
 Ouro Sama, notable, coutume cotocoli.

Issaka, chef de canton, coutume cotocoli.

Kérim, notable, coutume cotocoli.

Tiagodémou, chef de canton, coutume cotocoli.

Abété, chef des villages d'émigration, coutume cabraise.

Moussa Tiah, iman, coutume musulmane.

Tchakpédé, notable, coutume musulmane.

Alfa Issa, notable, coutume musulmane.

Lamkoudjo, chef de village, coutume cabraise.

Kotokali, chef de village, coutume losso.

Saméré, chef de village, coutume losso.

2^o — *Tribunal du 1^{er} degré de Sokodé :*

Aboudoulaye, chef de village, coutume cotocoli.

Issa, chef de village, coutume cotocoli.

Yérima, chef de village, coutume cotocoli.

Adam Mola, notable, coutume cotocoli.

Séni, chef de village, coutume cotocoli.

Aghagni, notable, coutume musulmane.

Idrissou Savé, notable, coutume musulmane.

Kogoué, chef des Cabrais, coutume cabraise.

Méfeyiro, chef de village, coutume cabraise.

Papabia, chef de village, coutume cabraise.

Pitah, chef de village, coutume losso.

Alaoua, chef de village, coutume losso.

3^o — *Tribunal du 1^{er} degré de Lama-Kara :*

Tiédré Palanga, chef supérieur des Cabrais, coutume cabraise.

Nimon, chef de village, coutume cabraise.

Assi, chef de canton, coutume cabraise.

Azoumaro, chef de canton, coutume cabraise.

Kouamai, chef de canton, coutume cabraise.

Pioclo, chef de canton, coutume cabraise.

Biréga, chef de canton, coutume losso-birinaoua.

Barandao, chef de canton, coutume losso-birifaoua.

Koubatiné, chef de canton, coutume losso-manganapo.

Niama, chef de canton, coutume losso-manganapo.

Assouma, chef de quartier, coutume musulmane.

Iman Baoua, chef des Musulmans, coutume musulmane.

4^o — *Tribunal du 1^{er} degré de Bassari :*

Bassabi, chef de canton, coutume bassari.

Agba, chef de village, coutume bassari.

Dalaré, chef de canton, coutume konkomba.

Oudiné, chef de canton, coutume konkomba.

Yérima, chef de canton, coutume cotocoli.

Yodou, chef de village, coutume cotocoli.

Tchôhou, notable, coutume losso.

Atcham, chef de famille, coutume losso.

Obanté, chef de village, coutume cabraise.

Bataka, chef de village, coutume cabraise.

Malam Baro, chef de quartier, coutume musulmane.

Bassari, chef de famille, coutume musulmane.

Libération conditionnelle

Par arrêté n° 41 du :

17 janvier 1942. — Le bénéfice de la libération conditionnelle est accordé au détenu Bako dit Boko, condamné à cinq ans de prison et à l'incapacité d'exercer à jamais aucun emploi public par arrêt n° 25 du 5 mars 1938 du tribunal colonial d'appel de Lomé, pour vol de bétail.

Par arrêté n° 46 du :

20 janvier 1942. — Le bénéfice de la libération conditionnelle est accordé au détenu Mihéayé Gabriel, condamné à deux ans de prison par jugement n° 3 du 28 janvier 1941 du tribunal criminel de Lomé, pour détournement de deniers publics.

Primes de gestion

Par arrêté n° 47 du :

21 janvier 1942. — Sont attribuées aux agents métropolitains des douanes, détachés au Togo, les primes de gestion suivantes, au titre de l'année 1941 :

M.M. Toqué, contrôleur de 1^{re} classe . . . 1.600 frs.
 Droniou, vérificateur de 1^{re} classe . . . 2.000 —
 Astier, brigadier de 1^{re} classe . . . 1.800 —
 Suhubiette, brigadier de 2^e classe . . . 50 —

Rôles

Par arrêté n° 20 du :

10 janvier 1942. — Sont approuvés et rendus exécutoires les rôles primitifs et supplémentaires exercices 1941 et 1942 dont le détail suit s'élevant à la somme de Quatre millions quarante sept mille six cent quatre vingt treize francs quatre vingts centimes (4.047.693 frs., 80).

Nos DES RÔLES	AGENCE	NATURE DES CONTRIBUTIONS	MONTANT DES RÔLES	TOTAL
EXERCICE 1941				
240	Trésor	Impôt personnel et taxe additionnelle . . . 4.367,40		
		Centimes additionnels . . . 115,—		
		Rachat des prestations . . . 320,—	4.802,40	4.802,40
241	Atakpamé	Taxe sur armes perfectionnées	180,—	
242	—	Impôt sur indigène catégorie supérieur . . . 1.985,—		
		Rachat des prestations . . . 510,—	2.495,—	2.675,—
243	Lama-Kara	Impôt personnel et taxe additionnelle . . . 626,50		
		Rachat des prestations . . . 40,—	666,50	
244	—	Patentes	3.250,—	
245	—	Licences	500,—	4.416,50
246	Mango	Impôt sur la population flottante	4.410,—	
247	—	Patentes	250,—	4.660,—
248	Trésor	Impôt personnel et taxe additionnelle . . . 1.286,50		
		Rachat des prestations . . . 80,—		
		Centimes additionnels . . . 46,—	1.412,50	
249	—	Taxe sur armes perfectionnées 20,—		
		Centimes additionnels . . . 1,—	21,—	
250	—	Patentes 675,—		
		Centimes additionnels . . . 33,70	708,70	2.142,20
TOTAL				18.696,10
EXERCICE 1942				
1	Anécho	Impôt sur indigènes catégorie ordinaire	2.268.554,—	
2	—	Rachat des prestations indigènes catégorie ordinaire	4.949,—	
3	—	Taxe sur armes perfectionnées	700,—	
3 ^{bis}	—	Patentes	14.825,—	2.289.028,—
4	Sokodé	Patentes	10.060,—	
5	—	Licences	500,—	10.560,—
6	Lama-Kara	Impôt sur indigènes catégorie ordinaire	876.162,—	
7	—	Taxe sur armes non perfectionnées	80,—	
8	—	Impôt sur immeubles bâtis	78,—	
9	—	Impôt sur immeubles non bâtis	15,60	876.335,60
10	Mango	Impôt sur indigènes catégorie ordinaire	847.139,—	
11	—	Contribution foncière (immeubles bâtis européens)	224,—	
12	—	Contribution foncière (immeubles bâtis indigènes)	734,80	
13	—	Contribution foncière (immeubles non bâtis européens)	7,50	
14	—	Contribution foncière (immeubles non bâtis indigènes)	1.058,80	
15	—	Patentes	3.710,—	
16	—	Licences	200,—	853.074,10
TOTAL				4.028.997,70
REPORT DE L'EXERCICE 1941				18.696,10
TOTAL GÉNÉRAL				4 047.693,80

La date de mise en recouvrement de ces rôles est fixée au 10 janvier 1942.

Service des transmissions de l'A. O. F.

Par arrêté n° 6 T. P. du gouverneur général, haut-commissaire de l'Afrique française en date du :

2 janvier 1942. — M. Danton, ingénieur principal de première classe des transmissions coloniales est nommé directeur des transmissions de l'A. O. F. pour compter du 1^{er} janvier 1942.

Société

Par arrêté n° 42 du :

17 janvier 1942. — Est autorisée dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, la création d'une société de secours mutuels dénommée « Mutuelle des originaires d'Agoué » dont le siège est à Lomé. Sont approuvés les statuts de cette société tels qu'ils sont annexés au présent arrêté.

Surveillance des prix

Séance du 14 Janvier 1942

S. C. O. A.

	Fr ^s
Sel criblé — Le kilo	1,65
Sardine «Maroc» — La boîte	8,95
Cie F. A. O.	
Cigarettes «Nationales» — La Cartouche	61,25
Cigarettes «Nationales» — Le paquet	2,50
Alcool à brûler — Le litre	15,15
Grey Shirting «Peach» — Le yard	5,15
Grey Shirting «Dragon» — Le yard	6,10
White Shirting «BF» — Le yard	6,10
Café Arabica du pays — Le kilo	15,35

Textes publiés à titre d'information**Films cinématographiques**

Dakar, le 8 janvier 1942.

CIRCULAIRE

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL

HAUT-COMMISSAIRE DE L'AFRIQUE FRANÇAISE

à Messieurs les gouverneurs des colonies,
commissaire de France au Togo,
gouverneur, administrateur de la circonscription
de Dakar et dépendances.

Référence : Ma circulaire n° 205 du 21 avril 1940.

J'ai l'honneur de vous faire connaître que d'après les instructions récemment reçues du secrétariat d'Etat aux colonies, les films à développer, en provenance de l'Afrique française, peuvent être acheminés par les voies normales pour être traités en France.

Les films Kodak format 16m/m et 8m/m, en noir, peuvent être développés par la maison Kodak-Pathé, 13 Avenue de la Victoire à Nice.

Les films de la même marque, en couleur, peuvent être envoyés à la même maison qui les acheminera sur Paris où ils pourront être développés sans que les autorités allemandes aient à intervenir, pour un contrôle de censure.

Les films de tous autres formats ou marques doivent être envoyés au comité d'organisation de l'industrie cinématographique de Vichy, 137 Boulevard des Etats-Unis.

Je vous serais obligé de bien vouloir donner à ces renseignements la plus large publicité.

En outre concernant la censure locale des films ainsi adressés dans la métropole, il vous appartient de l'organiser par entente avec les services postaux, au retour à la colonie des pellicules développées, dans les conditions ci-dessus énumérées.

Pour le gouverneur général et par délégation :

Le gouverneur secrétaire général p. i.,
CHAPOULIE.

Concours et examens des douanes

Dakar, le 12 janvier 1942.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL

HAUT-COMMISSAIRE DE L'AFRIQUE FRANÇAISE

à Messieurs les gouverneurs des colonies
du Sénégal, de la Côte d'Ivoire, du Dahomey
à Monsieur le commissaire de France au Togo.

J'ai l'honneur de vous adresser sous ce pli, copie d'une lettre administrative fixant les dates auxquelles

auront lieu les divers concours et examens prévus dans l'administration des douanes pour l'année 1942.

Je vous serais obligé de vouloir bien porter le plus rapidement possible cette lettre à la connaissance du personnel des douanes métropolitaines en service dans votre colonie et me transmettre sans retard les demandes d'inscription dont vous pourriez être saisi.

Toute candidature devra être accompagnée de votre avis.

Pour le gouverneur général et p. o.

Le directeur du personnel du gouvernement général,
BORREL.

Paris, le 20 novembre 1941.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL
A MESSIEURS LES DIRECTEURS

Le tableau ci-après indique la date des concours et examens prévus pour l'année 1942.

Concours ou examens	DATE des EPREUVES	Dates de clôture des listes d'inscription
Concours pour l'emploi de contrôleur-stagiaire	15-16 décembre 1941 (pour mémoire)	
Concours pour les gardes de contrôleur-rédacteur et de vérificateur	13-14 Avril 1942 19-20 Octobre 1942	13 Janvier 1942 19 Juillet 1942
Concours pour le grade d'inspecteur	11-12-13 Mai 1942	11 Mars 1942
Examen professionnel des contrôleurs-stagiaires	17 Juin 1942	17 Avril 1942
Concours pour l'accès au grade de contrôleur	22-23 Juin 1942	23 Mars 1942
Concours pour le grade de lieutenant	sera fixé ultérieurement	—
Examen d'aptitude pour l'entrée dans le cadre des commis (dames employées et agents des brigades)	— d' —	—
Examen professionnel des contrôleurs-stagiaires	18 Novembre 1942	18 Septembre 1942

Les dates mentionnées ci-dessus sont susceptibles d'être modifiées si les circonstances l'exigent.

LEROI.

Etiquettes des colis familiaux**TELEGRAMME OFFICIEL**

Dakar, le 17 janvier 1942.

Gouverneurs Niamey — Abidjan — Porto-Novo
— Koulouba — Conakry — Commissaire Lomé.

Gouvernement général qui avait saisi amiral PLATON de la question vient d'être avisé que la valeur des étiquettes colis familiaux était portée de 3 à 5 kgs. par quinzaine stop. Etiquettes en service jusque fin février seront modifiées par les expéditeurs eux-mêmes stop.

BOISSON.

PARTIE NON OFFICIELLE

AVIS ET COMMUNICATIONS

DOMAINES

Avis de demande d'immatriculation au livre foncier du Territoire du Togo

Toutes personnes intéressées sont admises à former opposition à la présente immatriculation, es mains du conservateur soussigné, dans le délai de trois mois, à compter de l'affichage du présent avis, qui aura lieu incessamment en l'auditoire du Tribunal civil de 1^{re} Instance de Lomé.

Suivant réquisition, n° 1185, déposée le 13 janvier 1942 Monseigneur Cessou Jean-Marie, profession de vicaire apostolique du Togo, demeurant et domicilié à Lomé, agissant en qualité de président du conseil d'administration de la mission catholique de Lomé, a demandé l'immatriculation au livre foncier du territoire du Togo, d'un immeuble urbain, en partie bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier sur lequel sont édifiées diverses constructions à usage d'école et d'habitation, en terre de barre, couvertes en tôles appartenant à la mission catholique, d'une contenance totale de 1 hectare 17 ares, situé à Nuatja, subdivision d'Atakpamé, cercle du Centre et borné au nord par une rue le séparant du quartier Adimé, à l'est par la route Lomé-Atakpamé, au sud par un terrain domanial (station de Nuatja), à l'ouest par une rue reliant les quartiers Agbaladomé et Adimé.

Il déclare que ledit immeuble appartient au conseil d'administration de la mission catholique de Lomé et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 1186, déposée le 13 janvier 1942 Monseigneur Cessou Jean-Marie, profession de vicaire apostolique du Togo, demeurant et domicilié à Lomé, agissant en qualité de président du conseil d'administration de la mission catholique de Lomé, a demandé l'immatriculation au livre foncier du territoire du Togo, d'un immeuble urbain, non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un carré, d'une contenance totale de 6 ares 30 centiares, situé à Nuatja-Kpédomé, subdivision d'Atakpamé, cercle du Centre et borné au nord par un chemin, à l'est par la route Lomé-Atakpamé, au sud et à l'ouest par des propriétaires inconnus.

Il déclare que ledit immeuble appartient au conseil d'administration de la mission catholique de Lomé et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 1187, déposée le 13 janvier 1942 le receveur des domaines, demeurant et domicilié à Lomé agissant au nom et pour le compte du territoire du Togo placé sous le mandat de la France, a demandé l'immatriculation au livre foncier du territoire du Togo, d'un immeuble urbain, non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance totale de 11 hectares 63 ares 50 centiares, situé à Atakpamé, quartier Lom' Nava, cercle du Centre, connu sous le nom de Lom' Nava et borné au nord par terrains à la mission catholique et les titres fonciers n°s 68 et 75 du territoire du Togo, à l'est par la rue du cimetière, au sud et à l'ouest par terrain domanial.

Il déclare que ledit immeuble appartient au territoire du Togo et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 1188, déposée le 16 janvier 1942 le sieur Nicolaus Daniel Adabounou, profession de géomètre, demeurant et domicilié à Lomé, agissant en son nom et pour son compte personnel en qualité de propriétaire, a demandé l'immatriculation au livre foncier du territoire du Togo, d'un immeuble urbain, non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance totale de 8 ares 19 centiares, situé à Lomé, quartier n° 6, cercle de Lomé et borné au nord par la rue de la Marne, à l'est par la rue Jean Bart, au sud par la rue de Bè, à l'ouest par le titre 551 du cercle de Lomé appartenant à Ayivor Mesanvi.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels autres que ceux ci-après détaillés, savoir :

Ledit terrain ayant été vendu à Sabino Agbeko da Silveira par acte du 15 janvier 1942. Il consent, en conséquence, à ce que aussitôt l'immatriculation acquise, la mutation totale du terrain soit opérée au nom du sieur Sabino Agbeko da Silveira.

Le conservateur de la propriété foncière,
BERLIE.

SOCIÉTÉ COMMERCIALE, INDUSTRIELLE ET AGRICOLE S. C. I. A.

Société à responsabilité limitée au capital de 300.000 francs

Siège social : à ANECHO (Togo)
Anciennement 6, rue Saulnier, Paris
R. C. SEINE 281.497 B.

I. — Aux termes d'un acte S. S. P., en date à Paris du 18 mai 1941, enregistré à Paris, 2^e S. S. P., le 11 Août 1941 sous le n° 294, M. FREY Lucien a cédé à M. PELISSIER Frédéric, déjà associé, la totalité des 65 parts sociales d'une valeur nominale de 1.000 francs chacune, qu'il possédait dans la Société à responsabilité limitée dite « SOCIÉTÉ COMMERCIALE, INDUSTRIELLE ET AGRICOLE », au capital de 300.000 francs dont le siège était à Paris, 6, rue Saulnier.

Cette cession a été régulièrement signifiée à la Société par acte de M^e LAFARGE-BERAUD, huissier à Paris, en date du 14 Août 1941.

Deux originaux dudit acte ont été déposés au greffe du Tribunal de Commerce de la Seine, le 12 Octobre 1941, sous le n° 11.019.

II. — Aux termes d'un acte S. S. P., en date à Paris du 30 Juin 1941, enregistré à Paris 2^e S. S. P., le 31 Octobre 1941, sous le n° 493, M. PELISSIER Frédéric a cédé à M. FREY Lucien, non associé, 60 des parts sociales d'une valeur nominale de 1.000 francs chacune, qu'il possédait dans la Société à responsabilité limitée dite « SOCIÉTÉ COMMERCIALE INDUSTRIELLE ET AGRICOLE » au capital de 300.000 francs dont le siège était à Paris, 6, rue Saulnier.

Cette cession a été régulièrement signifiée à la Société par acte de M^e LAFARGE-BERAUD, huissier à Paris, en date du 12 Novembre 1941.

Deux originaux dudit acte ont été déposés au greffe du Tribunal de Commerce de la Seine, le 3 Novembre 1941, sous le n° 13.315.

III. — Aux termes de deux actes S. S. P., en date à Paris du 15 Juillet 1941, enregistrés à Paris 2^e S. S. P., le 10 Octobre 1941 sous les numéros 170 et 171, M. FREY Lucien a cédé à M. PELISSIER Frédéric

déjà associé . . . 30 parts et à M. CARPENTIER Léon, déjà associé . . . 30 parts soit au total les 60 parts qu'il possédait dans la Société à responsabilité limitée dite « SOCIÉTÉ COMMERCIALE, INDUSTRIELLE ET AGRICOLE » au capital de 300.000 francs dont le siège se trouvait à Paris, 6, rue Saulnier.

Ces cessions ont été régulièrement signifiées à la Société, le 22 Octobre 1941, par acte de Me LAFARGE-BERAUD, huissier à Paris.

Du fait de ces diverses cessions, les parts sociales se trouvent désormais réparties comme suit :

A M. PELISSIER Frédéric . . . 230 parts

A M. CARPENTIER Léon . . . 70 parts

Total égal . . . 300 parts

Deux originaux de chacun des actes ci-dessus mentionnés ont été déposés au Greffe du Tribunal de Commerce de la Seine, le 13 Octobre 1941, sous le n° 12.697.

IV. — Aux termes d'une délibération en date à Paris du 17 Juillet 1941, dont un extrait certifié a été enregistré à Paris, 1^{er} S. S. P., le 29 Octobre 1941, sous le n° 843, les associés ont adopté les décisions suivantes :

1^o — NOMINATION D'UN NOUVEAU GERANT. — Conformément aux dispositions de l'article 12 des Statuts, étant donné la situation actuelle de la Société, dont toute l'activité se trouve au Togo, et l'impossibilité d'en assurer la gérance en France du fait des circonstances, les associés désignent comme Gérant de la Société :

M. PARBOT Louis, demeurant à PARIS, 37, boulevard Magenta, non associé.

2^o — TRANSFERT DU SIÈGE SOCIAL. — Aux termes de l'article 4 des Statuts le siège social est établi à Paris (9^e arrondissement), 6, rue Saulnier.

Il peut être transféré en toute autre localité, par décision extraordinaire des associés, prise comme il est dit à l'article 17 des Statuts.

Les associés, après en avoir délibéré, tenant compte de la situation spéciale de la Société, dont l'exploitation se trouve au Togo, et qui réalise actuellement la plus grande partie de ses opérations commerciales hors d'Europe, décident de transférer le siège social à ANECHO (Togo). Du fait de cette décision, l'article 4 des Statuts se trouve modifié comme suit :

ARTICLE 4 SIÈGE SOCIAL

« Le siège social, précédemment établi à Paris, est actuellement fixé à ANECHO (Togo).

« Il pourra être transféré en tout autre lieu, en vertu d'une décision collective des associés prise comme il est dit à l'article 17 ci-après. »

3^o — DEMISSION D'UN GERANT. — M. PELISSIER, après avoir fait observer : que par suite du transfert du siège social à ANECHO (Togo), les fonctions de Gérant sont effectivement exercées au siège social par M. PARBOT Louis, nommé Gérant comme il est dit ci-dessus. Que de ce fait il n'a plus aucune raison de conserver des fonctions qu'il ne peut plus exercer.

Dans ces conditions, il déclare se démettre de ses fonctions de Gérant, et ce à partir du 31 Octobre 1941.

Ce qui est accepté par les associés.

4^o — MODIFICATION AUX STATUTS. — Comme suite aux diverses décisions qui précèdent, les associés décident de modifier comme suit les articles 12, 14 et 20 des Statuts.

ARTICLE 12

GERANCE

« La Société est gérée et administrée par un ou plusieurs Gérants, associés ou non, nommés par décision ordinaire des associés, comme il est dit à l'article 17 ci-après.

« La durée des fonctions des Gérants n'est pas limitée.

« Ils ont les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la Société en toutes circonstances, et pour faire et autoriser toutes opérations et actes relatifs à son objet.

« Ils ont notamment le pouvoir de donner tous désistements et mainlevées et consentir la radiation de toutes inscriptions de privilège, hypothèque, nantissement, action résolutoire ou autres empêchements quelconques, le tout avec ou sans constatation de paiement.

« Ils ont la signature sociale, mais ne peuvent en faire usage que pour les besoins et affaires de la Société.

« Ils peuvent agir ensemble ou séparément.

« Toutefois, à titre de mesure intérieure, il est expressément stipulé que tous emprunts autres que les crédits en banque, toutes constitutions de droits réels, la fondation de toutes Sociétés, et tous apports à des Sociétés constituées ou à constituer, ne pourront être réalisés qu'en vertu d'une décision ordinaire des associés, prise dans les conditions qui seront stipulées ci-après.

« Les Gérants pourront sous leur responsabilité, constituer des mandataires pour un ou plusieurs objets spéciaux et limités.

« La signature sociale est formée par la signature personnelle du Gérant signataire, précédée de la mention : « LE GERANT » ou L'UN DES GERANTS », suivant que la Société sera administrée par un ou plusieurs Gérants.

« Les Gérants doivent consacrer à la Société, tout le temps et tous les soins nécessaires à la bonne marche des affaires sociales. »

ARTICLE 20

REPARTITION DES BENEFICES

« Les produits de la Société, constatés par l'inventaire annuel, déduction faite des frais généraux et des charges sociales, de tous amortissements de l'actif décidés par la gérance et de toutes réserves ou provisions pour risques commerciaux et industriels, constituent le bénéfice net.

« Sur le bénéfice net, il est prélevé :

« 1^o — 5% pour la constitution du fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire dès que ce fonds a atteint le dixième du capital social. Il reprend son cours quand cette réserve vient à être entamée.

« 2^o — Le solde est réparti entre les associés proportionnellement au nombre de parts qu'ils possèdent. »

(Le reste de l'article sans changement).

Conformément à la loi dépôt d'extrait de cette délibération a été effectué au Greffe du Tribunal de Première Instance de LOME le 23 Janvier 1942.

Les statuts de la Société ont été publiés au Journal Officiel du Territoire du Togo, N° 390, du 16 Janvier 1940.

Pour extrait et publication :

Le Gérant : PARBOT.

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR LOCAL

Articles textiles

ARRETE N° 269 S.E./C. fixant le régime de vente des articles textiles à usage vestimentaire ou domestique.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL,

HAUT-COMMISSAIRE DE L'AFRIQUE FRANÇAISE,

COMMANDEUR DE LA LÉON D'HONNEUR,

Vu le décret du 18 octobre 1904 réorganisant le gouvernement général de l'Afrique occidentale française et les décrets modificatifs subséquents;

Vu le décret du 25 juin 1940 portant création du haut-commissariat de l'Afrique française;

Vu le décret du 2 mai 1939 fixant les conditions d'application aux colonies de la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation de la nation en temps de guerre et notamment son article 10;

Vu l'arrêté n° 1.729 A. P. du 27 mai 1939 promulguant en Afrique occidentale française le décret du 2 mai 1939;

Vu le décret du 2 janvier 1920 fixant le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires en Afrique occidentale française;

Vu le décret du 10 novembre 1940 ajournant les sessions du conseil de gouvernement et investissant la commission permanente des attributions prévues à l'article 7 du décret du 4 décembre 1920;

Vu l'urgence et sous réserve de ratification ultérieure en commission permanente du conseil de gouvernement;

ARRETE :

I. — DÉCLARATIONS DES STOCKS

ARTICLE PREMIER. — Est rendue obligatoire la déclaration mensuelle des stocks de fils, filés, tissus et objets confectionnés en tissus énumérés à l'annexe I.

Cette déclaration, établie en 3 exemplaires conformément au modèle joint, doit être adressée le 4 de chaque mois, au plus tard, aux adresses suivantes :

1° — Commandant de cercle;

Administrateur-maire, ou

Maire;

du lieu de résidence du commerçant intéressé, ou le plus proche de ce lieu.

2° — Gouverneur de la colonie;

Bureau économique;

(Service des stocks).

3° — Gouvernement général;

Direction des services économiques;

Service du commerce;

Section du contrôle des stocks.

ART. 2. — Les déclarations mensuelles doivent indiquer obligatoirement :

1° — La liste des marchandises détenues effectivement par le déclarant, avec indication exacte du lieu de dépôt (il n'est pas nécessaire de reproduire toute la nomenclature de l'annexe I mais uniquement les tissus ou objets réellement en stocks);

2° — En face de chaque article, le total des ventes effectuées au cours du mois antérieur. Ce total doit être intégralement justifié par la présentation des tickets, extraits des cartes de vêtements, ou des bons d'achat prévus aux articles suivants du présent arrêté.

Ces justifications viennent à l'appui de l'exemplaire de la déclaration de stocks destiné au commandant de cercle, à l'administrateur-maire ou au maire.

Les maires et les fonctionnaires ci-dessus désignés doivent conserver ces justifications pendant 1 an et

les mettre à la disposition des brigades de contrôle des stocks ou des fonctionnaires de contrôle qui en feront la demande;

3° — En face de chaque article, les augmentations de stocks avec indication de leur cause (importations directes, achats, fabrications etc., etc.). Pour tous les achats locaux, l'adresse du fournisseur doit être indiquée.

Seront jointes aussi, s'il y a lieu, à l'exemplaire destiné aux commandants de cercle, les autorisations de vente ou de transfert prévues à l'article 4 ci-après.

ART. 3. — Sans préjudice des sanctions pénales les stocks non déclarés seront réquisitionnés par les gouverneurs et répartis par leurs soins.

II. — RÈGLES GÉNÉRALES APPLICABLES AUX CESSIONS EN GROS ET DEMI-GROS ET TRANSFERTS DE STOCKS DE FILS, FILÉS ET TEXTILES OBJETS DU PRÉSENT ARRÊTÉ

ART. 4. — En principe les mouvements de stocks de fils, filés, textiles en coupe, objets confectionnés en textile, à l'état neuf (achat, vente, remise à titre gratuit, transferts de stocks etc...) ne seront autorisés qu'à l'intérieur d'un même secteur de répartition. Chaque colonie ou territoire constitue un secteur de répartition. Le gouverneur de chaque colonie est chef du secteur de répartition, il peut déléguer ses fonctions à un fonctionnaire de son choix.

Les stocks de la Mauritanie pourront être répartis par le chef de secteur dans les escales du Sénégal et du Soudan qui servent de centres de ravitaillement à cette colonie. Ils seront suivis pour le compte de la Mauritanie par les chefs de secteur du Sénégal et du Soudan.

ART. 5. — Les chefs de secteur de répartition disposent des stocks dans leur secteur. Ils sont responsables de leur gestion.

Ils peuvent bloquer tout ou partie des stocks, interdire ou prescrire toutes opérations les concernant, ventes, transferts etc... Ils peuvent recourir à la réquisition pour réaliser ces opérations. Les ventes en gros ou demi-gros restent autorisées entre commerçants patentés, se livrant habituellement à la vente des fils, filés et tissus en coupe ou confectionnés sous les réserves suivantes :

1° — ces ventes n'entraîneront en aucun cas la mise à la disposition directe du consommateur d'une quantité quelconque de fils, filés ou tissus en coupe ou confectionnés;

2° — le chef de secteur de répartition sera avisé sans délai de la vente conclue. Son autorisation expresse sera nécessaire, si la vente entraîne transfert de stock d'un point à un autre du secteur. Elle peut être demandée et obtenue par la voie télégraphique.

ART. 6. — Le gouverneur général, haut-commissaire de l'Afrique française, peut, soit d'office, soit à la demande d'un chef de secteur de répartition, autoriser ou ordonner tous mouvements : ventes, transferts etc... d'un secteur à un autre ou prescrire dans un secteur déterminé le blocage ou le déblocage de tout ou partie du stock.

III. — RÈGLES APPLICABLES AUX VENTES AUX CONSOMMATEURS

A. — Vente libre

ART. 7. — Est exonérée de toute formalité la vente au détail des articles dont la liste est donnée à l'annexe II du présent arrêté.

B. — Vente contrôlée

ART. 8. — Les objets qui ne figurent pas à l'annexe II précitée ne peuvent être remis au consommateur que :

1^o — contre tickets, extraits d'une carte de vêtements;

2^o — contre bons d'achats.

a) CARTES DE VÊTEMENTS

ART. 9. — *Cartes de vêtements et points.* — Il est institué pour tous les européens et assimilés quel que soit leur lieu de résidence en A. O. F. et pour les autochtones habitant les communes, communes-mixtes et tous autres centres désignés par arrêté des gouverneurs une carte de vêtements et d'articles textiles.

Pour les nouveau-nés et les enfants en bas âge il peut être délivré à la demande des parents ou des personnes ayant des enfants à leur charge et sur décision des autorités locales soit une carte de layette soit une carte spéciale d'enfant en bas âge. Les conditions de remise de ces cartes sont indiquées aux articles 11 et 12.

ART. 10. — *Cartes de vêtements et d'articles textiles.* — La carte de vêtements et d'articles textiles est délivrée à tout consommateur, par les autorités, déjà chargées de la remise des cartes d'alimentation.

La carte comporte cent tickets de un point, utilisables par tranches de 25 points tous les 3 mois. Les tickets peuvent être reportés d'un trimestre sur l'autre.

ART. 11. — *Carte spéciale de layette.* — La carte spéciale de layette peut être délivrée dans les conditions prévues au deuxième alinéa de l'article 9 à toute femme enceinte de plus de 6 mois, sur production d'un certificat médical.

En cas de naissances multiples il sera délivré autant de cartes que d'enfants nés vivants.

La carte de layette comporte 240 points. Tous les points sont utilisables dès leur délivrance. Elle cesse automatiquement d'être valable lorsque l'enfant atteint l'âge d'un an.

Les points de la carte de layette doivent être exclusivement utilisés pour l'acquisition d'articles constituant le trousseau personnel du nouveau-né. Ils couvrent les besoins du nouveau-né pendant toute la première année.

ART. 12. — *Carte spéciale de vêtements pour enfants en bas âge.* — La carte de vêtements et d'articles textiles pour enfants en bas âges peut être délivrée dans les conditions prévues au deuxième alinéa de l'article 9 au parent ou à la personne ayant la charge de tout enfant atteignant l'âge d'un an ainsi que de tout enfant qui, âgé de plus d'un an, n'atteindrait pas l'âge de trois ans avant le 1^{er} janvier de l'année suivante.

La carte de vêtements et d'articles textiles pour enfant en bas âge est destinée à couvrir exclusivement les besoins de l'enfant pendant une année.

Elle comporte 140 points valables dès la délivrance. Ces points doivent être exclusivement employés pour l'acquisition d'objets constituant le trousseau personnel de l'enfant.

ART. 13. — La laine à tricoter ne pourra être délivrée que contre remise de tickets découpés d'une carte de layette ou d'une carte spéciale de vêtements et d'articles textiles pour enfants ayant moins de 3 ans.

ART. 14. — Les points des cartes instituées par les articles 10, 11 et 12 sont utilisables suivant les indications données au barème général, annexe III du présent arrêté.

Un arrêté du gouverneur général déterminera s'il y a lieu les attributions en articles textiles qui pourront être faites au consommateur contre remise de l'un des tickets-lettres des cartes.

Les articles ne figurant pas dans les barèmes annexés feront l'objet de demandes de classement de la part des intéressés.

A titre exceptionnel, des assimilations provisoires, ne valant que pour le cas considéré, peuvent être faites par les commandants de cercle, les administrateurs-maires ou les maires.

Les cartes instituées par le présent arrêté ne sont valables que pour le lieu où elles ont été délivrées.

Elles sont personnelles et incessibles. Les cartes perdues ne sont pas remplacées.

Lorsque le bénéficiaire d'une carte perd son droit à la carte, celle-ci doit être restituée immédiatement. En cas de décès, la carte du défunt doit être restituée dans les 8 jours.

Les compagnies de navigation, maritimes ou aériennes et les compagnies de transports transsahariens, ne délivreront les billets de passage pour une destination autre qu'une localité de la fédération que contre remise de la carte à laquelle doivent rester attachés les tickets correspondant aux trimestres restant à courir.

Ces tickets seront remis dans les 8 jours à l'autorité administrative du lieu de départ appuyés de la liste des passagers embarqués.

Les personnes changeant de résidence en cours d'année recevront une nouvelle carte dans le lieu où elles s'installent.

Il leur sera remis un nombre de tickets égal à celui restant attaché à leur ancienne carte qui sera détruite.

Les personnes arrivant à la colonie recevront une carte et un nombre de tickets correspondant à celui du trimestre en cours et des trimestres restant à courir jusqu'à la fin de l'année.

ART. 15. — Dans des cas exceptionnels et lorsqu'un article de première nécessité ne pourra être trouvé dans la commune, commune-mixte ou cercle pour lesquels une carte est valable, des achats par correspondance seront autorisés par les autorités compétentes du lieu de vente dans les seules limites du secteur de répartition.

L'acheteur doit, en ce cas, envoyer sa carte ou faire détacher par les autorités du lieu de départ le nombre de tickets correspondant à l'article qu'il désire se procurer.

Pour attester que ces tickets proviennent bien de la carte de l'acheteur, les autorités du lieu de départ devront y apposer leur cachet.

b) BONS D'ACHATS

ART. 16. — Dans chaque colonie ou territoire les gouverneurs fixeront par arrêté local les modalités de répartition des tissus entre toutes les personnes non titulaires d'une carte de vêtements. Aucune vente de tissus à un consommateur ne pourra être faite sans remise à l'intéressé d'un bon d'achat.

Les bons d'achat seront individuels ou collectifs. Les bons collectifs seront délivrés aux chefs des communautés indigènes à charge par eux d'assurer la répartition des tissus entre leurs administrés. Les bons d'achat seront délivrés par le commandant de cercle aux seuls habitants du cercle.

ART. 17. — Dans chaque colonie, le gouverneur pourra décider qu'un certain contingent de tissus dont le montant ne pourra dépasser 20% des quantités disponibles chaque mois sera réservé aux cantons, villages ou particuliers ayant contribué efficacement à l'augmentation de la production.

Ce contingent sera réparti sur bons spéciaux visés par le gouverneur.

SATISFACTION DES BESOINS COLLECTIFS

ART. 18. — Le personnel des administrations civiles ou militaires, des services et collectivités publiques habillé entièrement par le service qui les emploie n'aura droit ni à la carte de vêtement ni à des bons d'achat.

Ceux qui ne touchent que les vêtements de dessus perdront un nombre de points équivalent à celui des effets reçus sans que cette perte puisse dépasser 75% du nombre de points auxquels ils avaient droit.

Dans tous les cas la distribution de vêtements au personnel des administrations civiles, des services ou collectivités publiques sera subordonnée à la remise d'un même nombre de vêtements de même espèce, hors d'usage, mais propres.

ART. 19. — Les besoins des collectivités tels que ceux des écoles, des hôtels, restaurants, des industries etc... seront satisfaits au vu de bons d'achats délivrés par les commandants de cercle, administrateurs-maires, ou maires sur justifications des besoins et sous réserve que les objets remplacés seront remis à l'état propre, à l'autorité administrative du lieu d'échange.

Les objets en textile hors d'usage remis dans les conditions prévues au paragraphe ci-dessus et à l'article 18 seront centralisés au chef-lieu et envoyés au Secours National.

SATISFACTIONS DES BESOINS SPÉCIAUX

ART. 20. — Des bons d'achats spéciaux pourront également être délivrés :

1^o — pour les articles de literie des enfants nouveau-nés;

2^o — aux futurs mariés dès la publication de leurs bans pour la constitution de leur trousseau et sur justification de leurs besoins;

3^o — aux femmes enceintes qui pourront recevoir dès la remise de la carte spéciale de layette, des autorisations d'achat pour une chemise de nuit, une combinaison, une robe;

4^o — aux personnes en deuil pour un vêtement de dessus, deux paires de bas ou de chaussettes;

5^o — pour les articles de literie rationnés, sur justification des besoins réels.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES APPLICABLES A TOUS LES BONS D'ACHAT

ART. 21. — Pour être valables, les bons d'achat doivent être revêtus du timbre de l'autorité qui les a délivrés.

Les bons sont valables dans un délai d'un mois à compter de leur délivrance. Une prolongation d'un mois au maximum peut être accordée par l'autorité qui les a établis.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES CONCERNANT LES CARTES ET LES BONS

ART. 22. — Nonobstant toutes les dispositions qui précèdent, les commerçants ne devront mettre en

vente entre le 1^{er} janvier 1942 et le 31 décembre 1942 que les 12/24^e de leur stock déclaré en janvier 1942.

Au fur et à mesure des importations, le vingt-quatrième de quantités importées de France ou de l'étranger s'ajoutera chaque mois aux quantités disponibles pour la vente.

Le reliquat sera utilisable au cours de l'année 1943 dans la limite des 12/24^e du stock existant en janvier 1942 majoré des 12/24^e des quantités reçues en 1942.

Pour les marchandises faisant l'objet de vente en gros ou en demi gros, l'acheteur ne peut en aucun cas les faire entrer en ligne de compte pour le calcul des 24^e disponibles pour la vente au détail si le vendeur en a déjà tenu compte dans la fixation du contingent des tissus débloqués vendus au détail par ses soins.

Les factures doivent être annotées en conséquence.

ART. 23. — Les gouverneurs des colonies fixeront la cadence à laquelle s'effectueront les ventes en cours d'année.

* En ce qui concerne les tissus de rayonne ou de fibres artificielles, ainsi que pour les tissus qu'une longue conservation risquerait de détériorer, des autorisations spéciales de vente pourront être données par le gouverneur de la colonie intéressée; mais en ce cas un métrage équivalent en tissus de coton sera retiré de la vente pendant la même période.

TISSUS IMPORTÉS

ART. 24. — A compter du jour de l'entrée en vigueur du présent arrêté, les tissus importés dans une colonie du groupe, circonscription de Dakar comprise, ou au Togo seront bloqués dans le port d'arrivée par le service des douanes, jusqu'au moment où le chef de secteur de répartition aura fait connaître la destination qui doit être donnée à ces tissus.

En ce qui concerne le Sénégal et le Soudan, le gouverneur de la circonscription autorisera les sorties de son territoire au vu de l'état de répartition.

Il en sera de même pour le gouverneur du Dahomey pour les tissus destinés au Niger.

Pour éviter les stationnements dans les ports et toute perte de temps les commerçants pourront dès qu'ils seront avisés de l'embarquement de la marchandise, demander immédiatement la destination à lui donner.

DISPOSITIONS DIVERSES

ART. 25. — Le présent arrêté ne s'applique pas aux tissus de jute et de fibres diverses confectionnés pour les emballages ou le bache.

SANCTIONS

ART. 26. — Les infractions au présent arrêté seront punies, conformément à l'article 10 du décret du 2 mai 1939, des peines prévues par l'article 46 de la loi du 11 juillet 1938.

ART. 27. — Les gouverneurs des colonies du groupe, le gouverneur, administrateur de la circonscription de Dakar et dépendances et le commissaire de France au Togo sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Dakar, le 22 janvier 1942.

P. BOISSON.

ANNEXE I

NOMENCLATURE DES MARCHANDISES

pour lesquelles la déclaration mensuelle des stocks est obligatoire

MODÈLE DE LA DÉCLARATION DES STOCKS

A. — Déclaration de Stocks

ESPÈCE DES MARCHANDISES	UNITÉ	Stock à la fin du mois précédent	Sorties effectuées pendant le mois	Accroissements (achats, fabrication, importation)	STOCK actuel	OBSERVATIONS
I. — FILS						
1 — Fil de laine de toutes sortes et de toutes origines	Poids					
2 — Fil de coton de toutes sortes	nombre de bobine ou d'écheveaux.					
II. — TISSUS						
1 — Percales et shirtings	mètres et poids net					
2 — Guinées et similaires (roums, sucretons etc.)	—					
3 — Tissus de coton imprimés (tous genres façonnés ou non).	—					
4 — Mouchoirs de tête	nombre					
5 — Tissus fabriqués partiellement avec des fils teints	mètre et poids net					
6 — Broderies, dentelles, gazes, guipures, tulles, organdis, mousselines, voiles, plumetis, rideaux, stores	—					
7 — Tous tissus de coton pur autres que ceux repris ci-dessus (1)	—					
8 — Tissus de rayonne ou de fibres artificielles pièces	—					
9 — Tissus de soie pure	—					
10 — Tissus de laine pure ou contenant de la laine dans quelque proportion que ce soit	—					
11 — Tissus de lin, de chanvre, de ramie (1)	—					
12 — Tissus de coton et de rayonne ou d'autres fibres artificielles, mélangés	—					
13 — Tissus de soie et de coton mélangé	—					
14 — Tous autres tissus à l'exclusion des tissus de jute ou tissus grossiers pour emballage.	—					
III. — CONFECTIONS						
1 — Alèze	nombre					
2 — Barboteuses avec laine	—					
Barboteuses sans laine	—					
3 — Bas et mi-bas	paire					
4 — Bavoir	nombre					
5 — Brassière	—					
6 — Blazers tricotés ou tissés	—					
7 — Blouses de travail	—					
8 — Blousons de toutes sortes	—					
9 — Boubous pour femmes et pour hommes	—					
10 — Burnous ou aïka avec laine	—					
Burnous ou aïka sans laine	—					
11 — Cache-sexe	—					
12 — Caftan avec laine	—					
Caftan sans laine	—					

(1) à l'exclusion des bâches.

ESPÈCE DES MARCHANDISES	UNITÉ	Stock à la fin du mois précédent	Sorties effectuées pendant le mois	Accroissements (achat, fabrication, importation)	STOCK actuel	OBSERVATIONS
13 — Caleçons de bain	nombre					
14 — Caleçons autres	—					
15 — Camisoles pour européennes	—					
16 — Camisoles pour indigènes	—					
17 — Capes, manteaux, gabardines, pélerines	—					
18 — Ceinture de flanelle	—					
19 — Chauffe-cœur	—					
20 — Chaussettes de toutes sortes	paire					
21 — Chaussons	—					
22 — Chemises de jour	nombre					
23 — Chemises de nuit	—					
24 — Chemisettes	—					
25 — Chemisier	—					
26 — Combinaison-jupon	—					
27 — Complots avec laine	—					
28 — Complots sans laine	—					
29 — Combinaison dite de travail	—					
30 — Corsage	—					
31 — Costume de bain	—					
32 — Costume tailleur avec laine	—					
Costume tailleur sans laine	—					
34 — Couche	—					
35 — Couche-culotte	—					
36 — Couvre-lit jusqu'à 140 cm. de large	—					
37 — Couvre-lit de 141 à 170 cm. de large	—					
38 — Couvre-lit de 171 cm. et plus de large	—					
39 — Culotte de bain	—					
40 — Culotte avec laine	—					
41 — Culotte sans laine	—					
42 — Couverture jusqu'à 140 cm. de large	—					
43 — Couverture de 141 à 170 cm.	—					
44 — Couverture de 171 cm. et plus	—					
45 — Couverture pour voiture d'enfant	—					
46 — Couvre-pieds	—					
47 — Djellabah	—					
48 — Deshabillé	—					
49 — Dessous de robe ou fourreau	—					
50 — Douillettes	—					
51 — Drap de bain	—					
52 — Drap de lit pour berceau jusqu'à 120 × 160	—					
53 — Drap de lit pour enfants jusqu'à 120 × 200	—					
54 — Drap pour lit une place 160 × 300	—					
55 — Drap pour grand lit 220 × 300	—					
56 — Essuie-mains	—					
57 — Gilets de toutes sortes	—					
58 — Imperméables et vêtements	—					
Imperméables de toutes sortes	—					
59 — Jabador avec laine	—					
60 — Jabador sans laine	—					
61 — Jacquette avec laine	—					
62 — Jacquette sans laine	—					
63 — Jersey	—					
64 — Jupes avec laine	—					

ESPÈCE DES MARCHANDISES	UNITÉ	Stock à la fin du mois précédent	Sorties effectuées pendant le mois	Accroissements (achats, fabrication, importation)	STOCK actuel	OBSERVATIONS
65 — Jupes sans laine	nombre					
66 — Jupon	—					
67 — Kimonos	—					
68 — Langes	—					
69 — Nappes	—					
70 — Napperon	—					
71 — Maillot de bain et de sport	—					
72 — Manteaux avec laine	—					
73 — Manteaux sans laine	—					
74 — Pardessus avec laine	—					
75 — Pardessus sans laine	—					
76 — Peignoir ou cape de bain	—					
77 — Peignoir avec laine	—					
78 — Peignoir sans laine	—					
79 — Pélerine avec laine	—					
80 — Pélerine sans laine	—					
81 — Pull-Over	—					
82 — Pyjamas	—					
83 — Robe de baptême	—					
84 — Robe de chambre avec laine	—					
85 — Robe de chambre sans laine	—					
86 — Robe de ville avec laine	—					
87 — Robe de ville sans laine	—					
88 — Seroual avec laine	—					
89 — Seroual sans laine	—					
90 — Serviettes de bains	—					
91 — Serviettes de table	—					
92 — Serviettes de toilette	—					
93 — Slip de bain	—					
94 — Slip de dessous	—					
95 — Short avec laine	—					
96 — Short sans laine	—					
97 — Socquettes	—					
98 — Spencer avec laine	—					
99 — Spencer sans laine	—					
100 — Sweater	—					
101 — Tapis de table	—					
102 — Taie d'oreiller	—					
103 — Taies pour traversin	—					
104 — Turkisch de dessus avec laine	—					
105 — Turkisch de dessus sans laine	—					
(les turkish de dessous sont repris à sous vêtements).						
106 — Tablier vichy	—					
107 — Tablier noir d'écolier	—					
108 — Tabliers autres	—					
109 — Vestes et vestons avec laine	—					
110 — Vestes et vestons sans laine	—					

B. — Justification des accroissements

(Indiquer le détail des achats, avec adresse du fournisseur des importations directes, des fabrications etc...)

C. — Justification des ventes

(Les tickets doivent être collés par feuille de 500 points.

Les bons d'achat sont à joindre en paquets séparés, en indiquant seulement leur nombre).

Annexe II

Nomenclature des marchandises qui peuvent être vendues sans tickets ni bons d'achats.

Abat-jour en textiles.
Ameublement (voir objets d')
articles en paille dite « rabane ».
Articles confectionnés entièrement en fils de métal
ou en fils de métal montés sur âme textile.
Balzerine.
Bandes de cuisine ou d'étagères.
Bandes molletières.
Bandes pour pansements.
Bandages toute nature.
Bas à moignon ou à varices.
Bavoirs autres qu'américains.
Bérets.
Boîtes recouvertes de tissus.
Bonnets.
Brassards de deuil et divers.
Bretelles.
Calottes.
Capuchons et capuches.
Camping (articles de).
Carpettes.
Casquettes.
Ceintures.
Ceintures de santé en forme ou boutonnantes pour
le ventre et les reins.
Chapellerie (fourniture pour).
Chapeaux.
Chasublerie.
Chiffons d'essuyage.
Coiffures toute nature.
Colifichets divers.
Cols en papier recouverts d'étoffe.
Corsets.
Coupons de fabrication défectueuse, d'une longueur
inférieure à 1 mètre.
Coupons de moins de 0m.20 de longueur quelle que
soit la largeur.
Coulisses.
Coussins.
Couvertures fourrure doublées soie ou rayonne,
même ouatinées.
Couvre-pieds ouatés et piqués.
Couvre-selles.
Croisés ceintures.
Culottes périodiques, imperméabilisées.
Cuvettes de camping.
Dessous de bras.
Dessus chaises cretonne.
Dessus de cheminées ou de buffets.
Dessus de table, tissés main.
Divans.
Enveloppes serviettes.
Epaulettes américaines pour intérieur de vêtements.
Étamine à usage médical ou pharmaceutique.
Fanions divers.
Fils de métal.
Fournitures pour mode.
Fournitures chapellerie.
Fourreaux de parapluie.
Gaines.
Gaines-maillots.
Ganses.
Gants de toilette.
Gants, sauf gants doublés jersey et gants tricotés
en laine.
Genouillères.

Guêtres basses.
Houppes à poudre.
Initiales.
Insignes divers.
Jabots.
Jaconas.
Jambières.
Jarretelles et porte-jarretelles.
Jouets.
Lacets mi-fins ou superfins, ronds, tubulaires.
Leggins en toile.
Linge pour la célébration des cultes.
Linoléums et articles similaires.
Mercerie (tous articles de petite), tissés, tressés,
câblés, guipés ou retordus, quelle que soit leur
contexture, servant à l'entretien ou à la parure
vestimentaire et dont la largeur ou le diamètre
ne dépasse pas 35^m/m (lacets, jaconas, coulisses,
tressés, etc...)
Meubles recouverts ou garnis de tissus.
Modes (fournitures pour).
Moquettes.
Objets d'ameublement en fourrure, doublés soie
ou rayonne, même ouatinés.
Ombrelles.
Ornements pour la célébration des cultes.
Ouate à usage médical ou pharmaceutique.
Ouatine.
Panneaux exclusivement confectionnés avec des tis-
sus dont le poids au mètre carré ne dépasse pas
55 grammes.
Parapluies et fourreaux de parapluie.
Passementerie (garniture de).
Percaline.
Plastrons en fourrure doublés de soie ou de rayon-
ne, même ouatinés.
Plastrons en papier recouverts d'étoffe.
Pointes pour chaussettes.
Porte-jarretelles.
Protège-bas.
Protège-oreilles.
Protège-poumons.
Protège-reins.
Pudding.
Résilles.
Retors sergés.
Rubans de 20 cm. ou moins de largeur.
Sacs de couchage ne contenant pas de laine.
Sacs de toute nature.
Seaux de camping.
Semelles amovibles.
Serpillières.
Serviettes hygiéniques.
Singalette.
Sommiers.
Soutaches.
Soutien-gorge.
Support-chaussettes.
Suspensoirs.
Talonnettes.
Tapis de jeux.
Tariatane.
Tentes de camping.
Thibaudes.
Tissus et articles à usage médical ou pharmaceuti-
que (ouate, étamine, bandes).
Tissus lamés et articles confectionnés avec ces tis-
sus, si le lamé couvre au moins 50% de la sur-
face, soit en chaîne, soit en trame.

Tissus entièrement en fils de métal ou en filés de métal montés sur âme textile.
 Tissus pour carpettes.
 Toiles à calquer.
 Toiles cirées et articles similaires.
 Toiles de crin.
 Toiles collantes.
 Toiles cuir et similis et articles confectionnés avec ces tissus.
 Toiles modèle.
 Toiles à relier.
 Toiles pour tailleur.
 Traversins.
 Tresses alpaga.
 Tresses fantaisie.
 Tresses de laine.
 Trousses.
 Vêtements en cuir (même doublés de textile).
 Vêtements huilés (sur justification de la qualité d'inscrit maritime).
 Vêtements fourrure doublés soie ou rayonne, même ouatinés.
 Vêtements de poupée de moins de 35 cm.
 Vêtements spéciaux de protection tels que ceux contre le feu ou contre les acides.
 Wassingues.

Annexe III

BARÈME GÉNÉRAL D'ÉQUIVALENCE

Tissus en pièces ou en coupe

		Jusqu'à 100 cms. de large	De 101 à 150 de large	Au-dessus de 150
		Nombre de points par mètre ou par unité pour les mouchoirs		
(A) Tissus de coton pur	1 ^o — Percales et shirtings	16	19	22
	2 ^o — Guinées classiques en coupes de 15 mètres	16		
	3 ^o — Rouins — Sucrétons et autres toiles bleues à l'indigo	16	19	
	4 ^o — Imprimés tous genres (façonnés ou non) <i>sans</i> mouchoirs	16	19	
	5 ^o — Mouchoirs de tête percale imprimée	14		
	6 ^o — Fabriqués partiellement avec des fils teints <i>sans</i> mouchoirs	16	19	
	7 ^o — Mouchoirs de tête fabriqués partiellement avec des fils teints	14		
	8 ^o — Broderies, dentelles, gazes, guipures, tulles, organ-dis, mousselines, voiles, plumes, rideaux, stores	8	10	
	9 ^o — Tous tissus de coton pur autres que ceux repris ci-dessus	16	19	22
	(B) Tissus de coton mélangés de fibres artificielles dans quelque proportion que ce soit	12	14	16
(C) Tissus de rayonne pure, de soie pure, ou d'un mélange des deux	(D) Tissus de laine pure ou en contenant dans quelque proportion que ce soit	8	10	12
	(E) Tissus de lin, de chanvre, de ramie purs ou mélangés d'autres fibres artificielles ou non (1)	10	14	
	(F) Tous tissus autres que ceux des catégories reprises ci-dessus et à l'exclusion des tissus de jute	8	10	

Annexe III
BARÈME GÉNÉRAL D'ÉQUIVALENCE

Vêtements de dessus, tissés ou à mailles, pour hommes et enfants de 3 à 15 ans inclus

	Nombre de points	
	Hommes	Enfants
Barboteuses contenant de la laine		12
Barboteuses sans laine		6
Blouses longues de travail	30	15
Boubous (sénégalais pour indigène) (1)		
Blazers tricotés ou tissés	45	30
Blousons de toutes sortes	30	20
Burnous ou Aïka contenant de la laine (1)		
Burnous ou Aïka sans laine (1)		
Caleçons de bain	13	12
Caftan classique pour indigènes, contenant de la laine (1)		
Caftan classique pour indigènes, sans laine (1)		
Caftan riche en drap orné de passementerie (article marocain) (1)		
Capes non imperméabilisées contenant de la laine	65	30
Capes non imperméabilisées sans laine	50	22
Complets 2 ou 3 pièces tous modèles (ville, plage, sport, cérémonie) contenant de la laine	80	35
Complets 2 ou 3 pièces tous modèles (ville, plage, sport, cérémonie) sans laine	60	25
Combinaison américaine, dite de travail (Mécano)	30	15
Culotte de bain	13	10
Culotte courte contenant de la laine		15
Culotte courte sans laine		10
Djellabah (article marocain) (1)		
Drap de bain	45	30
Gilets de dessus, tricotés ou tissés, façon tailleur (c'est-à-dire en forme), sans col ou avec col mais avec poches et ouverts devant du haut en bas. (Ne pas confondre avec les articles courants de bonneterie, ci-dessous) contenant de la laine	55	35
Gilets de dessus, tricotés ou tissés, façon tailleur (c'est-à-dire en forme), sans col ou avec col mais avec poches et ouverts devant du haut en bas. (Ne pas confondre avec les articles courants de bonneterie, ci-dessous) sans laine	40	25
Gilets marocains en drap ornés de passementerie	45	30
Gilets divers de dessus (Tous autres que ceux nommément repris ci-dessus) : Raglan, loup de mer, croisé, chandail, pull-over, sweater, cycliste, ras du cou, sport, etc. contenant de la laine	25	14
Gilets divers de dessus (Tous autres que ceux nommément repris ci-dessus) : Raglan, loup de mer, croisé, chandail, pull-over, sweater, cycliste, ras du cou, sport, etc. sans laine	18	10
Imperméables et vêtements imperméabilisés de tous genres	70	35
Jabador contenant de la laine (1)		
Jabador sans laine (1)		
Maillot de bain et de sport	18	12
Manteaux contenant de la laine	80	40
Manteaux sans laine	50	25
Pantalons pour européens, contenant de la laine	40	25
Pantalons pour européens, sans laine	30	20
Pantalons pour indigènes (marocains), contenant de la laine	60	28
Pantalons pour indigènes (marocains), sans laine	40	25
Pardessus contenant de la laine	80	45
Pardessus sans laine	60	30
Peignoir de bain	50	28
Pèlerines non imperméabilisées contenant de la laine	80	40
Pèlerines non imperméabilisées sans laine	35	22
Pyjamas	40	20
Robes de chambre, contenant de la laine	50	28
Robes de chambre, sans laine	35	20

(1) Nombre de points correspondant à celui du tissu utilisé (métrage et espèce).

(1) A l'exclusion des bâches et articles similaires.

Vêtements de dessus, tissés ou à mailles, pour hommes et enfants de 3 à 15 ans inclus

Seroual contenant de la laine (1)		
Seroual sans laine (1)		
Slip de bain	10	6
Short contenant de la laine	25	12
Short sans laine	15	8
Sabador ou Jabador (voir à Jabador)	—	—
Spencer contenant de la laine	60	30
Spencer sans laine	35	22
Turkich de dessus, contenant de la laine (1).		
Turkich de dessus, sans laine (1)		
(Les turkich de dessous sont repris à sous-vêtements et divers).		
Tablier Vichy		6
Tablier écolier (noir)		10
Vestes et vestons, tous modèles, avec ou sans col, contenant de la laine	50	30
Vestes et vestons, tous modèles, avec ou sans col, sans laine	40	25

(1) Nombre de points correspondant à celui du tissu utilisé (métrage et espèce).

Annexe III

BARÈME GÉNÉRAL D'ÉQUIVALENCE

*Vêtements de dessous et divers,
tissés ou à mailles, pour hommes et
enfants de 3 à 15 ans inclus.*

Bas de sport et mi-bas	10	6
Cachc-sexe	4	2
Caleçons longs	12	8
Caleçons courts	6	4
Ceinture de flanelle	4	4
Chaussettes	8	4
Chemise de jour à manches longues	12	8
Chemise de jour à manches courtes	9	6
Cravates	4	4
Chemise de nuit	20	12
Colis	2	2
Gilet de flanelle	10	6
Gilet de peau ou de dessus (tricot)	8	4
Mouchoirs de poche	1	1
Slips de dessous	5	3
Socquettes	5	3
Turkich de dessous (pour indigènes) (1)		

(1) Nombre de points correspondant au tissu employé (métrage et espèce).

Annexe III

BARÈME GÉNÉRAL D'ÉQUIVALANCE

*Vêtements de dessus, tissés
ou à mailles, pour femmes et fillettes
de 3 à 15 ans inclus*

Bains de soleil	20	16
Barboteuses contenant de la laine		12
Barboteuses sans laine		6
Boubous pour femmes indigènes (1)		
Blouses classiques ou fantaisie (chemisier ou autre) contenant de la laine	25	12
Blouses classiques ou fantaisie (chemisier ou autre) sans laine	20	10
Blouses longues d'intérieur ou de travail	35	20
Blousons sport	30	16
Camisoles pour européennes	18	13
Camisoles pour indigènes	40	25
Capes, manteaux, gabardines, pèlerines contenant de la laine	60	30
Capes, manteaux, gabardines, pèlerines sans laine	43	25
Chemisettes	14	8
Chemisier	14	8
Corsages	14	8
Costume de bain 2 pièces	10	4
Costume tailleur 2 pièces contenant de la laine	70	35
Costume tailleur 2 pièces sans laine	50	28
Culotte courte contenant de la laine		15
Culotte courte sans laine		10

(1). Nombre de points correspondant au tissu employé (métrage et espèce).

Vêtements de dessus, tissés
ou à mailles, pour femmes et fillettes
de 3 à 15 ans inclus

Culotte de bain	11	25
Deshabillé	40	10
Dessous de robe ou fourreau	20	
Imperméables et vêtements imperméabilisés de toutes sortes	60	20
Jaquette contenant de la laine	50	29
Jaquette sans laine	40	25
Jersey	25	18
Jupes contenant de la laine	35	20
Jupes sans laine	25	14
Kimonos	40	25
Liseuses ou blouses de lit	25	18
Maillots de bain	15	13
Manteaux, capes, pèlerines, burnous, gabardines, contenant de la laine	80	40
Manteaux, capes, pèlerines, burnous, gabardines, sans laine	50	25
Pagnes confectionnés (1)		
Parec	20	12
Peignoir ou robe d'intérieur contenant de la laine	40	20
Peignoir ou robe d'intérieur sans laine	30	20
Peignoir ou cape de bain	50	30
Pull-over	20	12
Pyjama	40	25
Robe de chambre contenant de la laine	45	20
Robe de chambre sans laine	30	15
Robe de ville contenant de la laine	60	30
Robe de ville sans laine	35	20
Sweater contenant de la laine	30	10
Sweater sans laine	15	8
Tablier sans dos	10	6
Tablier d'écolier		8
Vestes contenant de la laine	60	30
Vestes sans laine	40	20

(1) Nombre de points correspondant au tissu employé (métrage et espèce).

Annexe III

BARÈME GÉNÉRAL D'ÉQUIVALENCE

*Vêtements de dessous et divers,
tissés ou à mailles, pour femmes
et fillettes de 3 à 15 ans inclus.*

Bas, mi-bas, bas sport	10	6
Cache-sexe	4	2
Chaussons	3	2
Chaussettes		2
Chemises de jour	8	4
Chemises de nuit	20	12
Combinaison	10	8
Combinaison-jupon	12	5
Culotte	4	2
Jupon	8	3
Mouchoirs	1	1
Slip	4	2
Socquettes	5	3

Annexa III

BARÈME GÉNÉRAL D'ÉQUIVALENCE

*Linge et vêtements pour enfants
de zéro à 3 ans inclus*

Alèze		7
Barboteuse		7
Bavoir	2 pour	1
Brassière		2
Burnous contenant de la laine		22
Burnous sans laine		15
Cache-nez		3
Caleçon		1
Carré double		4
Ceinture flanelle		1
Chauffe-cœur		3

*Linge et vêtements pour enfants
de zéro à 3 ans inclus*

	NOMBRE DE POINTS
Chaussettes-bas	2
Chaussons	2
Chemises de nuit	5
Chemise de jour	1
Combinaison de dessous	3
Corset couil	3
Costume 2 pièces	19
Couche	4
Couche-culotte	2
Couverture pour voiture	13
Couvre-pieds	13
Culotte	7
Douillette	15
Esquimaux	19
Jupon	3
Gilet	7
Guêtré	3
Kimono	5
Lange	14
Maillot de bain	3
Manteau	16
Mouchoirs	1
Pointe cou	1
Pyjama	10
Robe	5
Robe baptême	10
Tablier	3
Vêtements imperméabilisés	6
Laine en pelotes de 50 grammes	8

Annexe III
BARÈME GÉNÉRAL D'ÉQUIVALENCE
Linge de maison

	NOMBRE DE POINTS
Couvertures jusqu'à 140 de large	15
Couvertures de 141 à 170 de large	18
Couvertures de 171 et plus de large	22
Couvre-lit jusqu'à 140 de large	20
Couvre-lit de 141 à 170 de large	22
Couvre-lit de 171 et plus de large	25
Drap de bain, éponge ou nid d'abeilles	40
Drap de lit pour berceau, jusqu'à 120 × 160	6
Drap de lit pour enfants, jusqu'à 120 × 200	15
Drap de lit pour 1 personne, jusqu'à 160 × 300	40
Drap de lit pour 2 personnes, jusqu'à 220 × 300	55
Essuie-mains	6
Nappes 6 couverts (sans serviettes)	30
Nappes 12 couverts (sans serviettes)	40
Napperon	20
Peignoir de bain ou cape de bain	50
Serviettes de bain	14
Serviettes de table	6
Serviettes de toilette	5
Tapis de table	30
Taie d'oreiller	12
Taie pour traversin	15
Tablier de boy ou de cuisinier	10
Torchons	4

Colonie du

Commune,
commune mixte ou
cercle

Timbre du service
de ravitaillement

Numéro de la carte
d'alimentation

Nom du titulaire :

Carte de vêtements et articles textiles

91	81	71	61	51	41	31	21	11	1
92	82	72	62	52	42	32	22	12	2
93	83	73	63	53	43	33	23	13	3
94	84	74	64	54	44	34	24	14	4
95	85	75	65	55	45	35	25	15	5
96	86	76	66	56	46	36	26	16	6
97	87	77	67	57	47	37	27	17	7
98	88	78	68	58	48	38	28	18	8
99	89	79	69	59	49	39	29	19	9
100	90	80	70	60	50	40	30	20	10
O		L		I		F		C	
N		K		H		E		B	
M		J		G		D		A	

Colonie du

Carte spéciale pour enfant en bas âge

Commune,
commune mixte, cercle
de

Timbre du service
de ravitaillement

Numéro de la carte
d'alimentation

Nom du titulaire :

Age au 1^{er} janvier 1942

1 ^{er}	1 ^{er}	1 ^{er}	1 ^{er}	1 ^{er}	1 ^{er}	1 ^{er}	1 ^{er}	1 ^{er}	1 ^{er}
2 ^{er}	2 ^{er}	2 ^{er}	2 ^{er}	2 ^{er}	2 ^{er}	2 ^{er}	2 ^{er}	2 ^{er}	2 ^{er}
4 ^{er}	4 ^{er}	4 ^{er}	4 ^{er}	4 ^{er}	4 ^{er}	4 ^{er}	4 ^{er}	4 ^{er}	4 ^{er}
5 ^{er}	5 ^{er}	5 ^{er}	5 ^{er}	5 ^{er}	5 ^{er}	5 ^{er}	5 ^{er}	5 ^{er}	5 ^{er}
5 ^{er}	5 ^{er}	5 ^{er}	5 ^{er}	A ^{er}	B ^{er}	C ^{er}	D ^{er}	E ^{er}	F ^{er}
G ^{er}	H ^{er}	I ^{er}	J ^{er}	K ^{er}	L ^{er}	M ^{er}	N ^{er}	O ^{er}	P ^{er}

Colonie du**CARTE SPECIALE DE LAYETTE**Commune,
commune mixte, cercle
deTimbre du service
de ravitaillementNuméro
de la carte d'alimentation
de la mère :

Nom de la mère :

Date de la délivrance
de la carte

1 ^{re}	1 ^{re}	1 ^{re}	1 ^{re}	1 ^{re}	1 ^{re}	1 ^{re}	1 ^{re}	1 ^{re}	1 ^{re}
1 ^{re}	1 ^{re}	1 ^{re}	1 ^{re}	1 ^{re}	1 ^{re}	1 ^{re}	1 ^{re}	1 ^{re}	1 ^{re}
1 ^{re}	1 ^{re}	1 ^{re}	1 ^{re}	1 ^{re}	1 ^{re}	1 ^{re}	1 ^{re}	1 ^{re}	1 ^{re}
1 ^{re}	1 ^{re}	1 ^{re}	1 ^{re}	1 ^{re}	1 ^{re}	1 ^{re}	1 ^{re}	1 ^{re}	1 ^{re}
1 ^{re}	1 ^{re}	1 ^{re}	1 ^{re}	1 ^{re}	1 ^{re}	1 ^{re}	1 ^{re}	1 ^{re}	1 ^{re}
1 ^{re}	1 ^{re}	1 ^{re}	1 ^{re}	1 ^{re}	1 ^{re}	1 ^{re}	1 ^{re}	1 ^{re}	1 ^{re}
1 ^{re}	1 ^{re}	1 ^{re}	1 ^{re}	1 ^{re}	2 ^{re}	2 ^{re}	2 ^{re}	2 ^{re}	2 ^{re}
1 ^{re}	1 ^{re}	1 ^{re}	1 ^{re}	1 ^{re}	5 ^{re}	5 ^{re}	5 ^{re}	5 ^{re}	5 ^{re}
2 ^{re}	2 ^{re}	2 ^{re}	2 ^{re}	2 ^{re}	10 ^{re}	10 ^{re}	10 ^{re}	10 ^{re}	10 ^{re}
5 ^{re}	5 ^{re}	5 ^{re}	5 ^{re}	5 ^{re}	10 ^{re}	10 ^{re}	10 ^{re}	10 ^{re}	10 ^{re}
J ^{re}		H ^{re}		F ^{re}		D ^{re}		B ^{re}	
I ^{re}		G ^{re}		E ^{re}		C ^{re}		A ^{re}	

Même modèle pour la carte d'enfant mais avec 140 points seulement.

ColonieCommune,
Commune Mixte
Cercle**Bon d'achat**

Valable pour (1)

1°
 2°
 3°

le

Signature de l'autorité qui a délivré le bon

Cachet de l'autorité qui a signé

(1) Indiquer ci-dessous :

1° espèce de tissus conformément à la nomenclature publiée en annexe à l'arrêté rationnant les tissus.

2° le nombre de mètres quand il s'agit de tissus en pièces le nombre de pièces quand il s'agit d'articles confectionnés.

(2) Il doit être établi un bon d'achat par vendeur.

ARRETE N° 69 soumettant à la procédure de publication d'urgence l'arrêté général 269 en date du 22 janvier 1942 du haut-commissaire de l'Afrique française, fixant le régime de vente des articles textiles à usage vestimentaire ou domestique.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu l'arrêté général n° 269 du 22 janvier 1942;

ARRETE :

ARTICLE UNIQUE. — Vu l'urgence, l'arrêté général n° 269 s. E./C. en date du 22 janvier 1942 du haut-commissaire de l'Afrique française sera immédiatement applicable par voie d'affichage à la mairie de Lomé, dans les bureaux des cercles et subdivisions ainsi que dans tous les bureaux de postes.

Lomé, le 27 janvier 1942.

J. de SAINT-ALARY.

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR LOCAL

1942

- 15 janvier — N° 235 S. E./C. — Arrêté du Gouverneur général, Haut-Commissaire de l'Afrique française, réglementant les mouvements des fûts vides (bois et métal) à l'intérieur de l'Afrique française 143
- 27 janvier — N° 70 — Arrêté modifiant l'arrêté n° 703 du 18 décembre 1941 portant réglementation de la vente des vins ordinaires au Togo. 144

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR LOCAL

Fûts vides

ARRETE N° 235 S. E./C. réglementant les mouvements des fûts vides (bois et métal) à l'intérieur de l'Afrique française.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL,
HAUT-COMMISSAIRE DE L'AFRIQUE FRANÇAISE,
COMMANDEUR DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret du 18 octobre 1904 réorganisant le gouvernement général de l'Afrique occidentale française et les actes modificatifs subséquents;

Vu le décret du 25 juin 1940 créant le Haut-Commissariat de l'Afrique française;

Vu le décret du 2 mai 1939 portant application aux territoires d'outre-mer de la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation de la nation en temps de guerre;

Vu le décret du 5 décembre 1939, autorisant les chefs des colonies à réglementer l'exportation des produits coloniaux et à prescrire toute mesure destinée à faciliter cette exportation;

La commission permanente du conseil de gouvernement entendue;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'achat, la vente, la mise en service, les mouvements à l'intérieur de l'Afrique française des fûts vides neufs ou usagés en bois et en métal, de toute capacité et de toutes catégories, sont soumis aux restrictions prévues par le présent arrêté.

ART. 2. — En principe la circulation des fûts vides (achat, mise en service, cession à titre onéreux ou gratuit, etc...) ne sera autorisée qu'à l'intérieur d'un même secteur de répartition. Chaque colonie ou territoire constitue un secteur de répartition sous l'autorité du gouverneur ou chef de territoire qui peut déléguer ses fonctions à un fonctionnaire de son choix. Toutefois le groupe de colonies : Sénégal, Mauritanie, circonscription de Dakar et dépendances, constitue un seul secteur ayant à sa tête le gouverneur du Sénégal ou son délégué.

ART. 3. — Le gouverneur général, haut-commissaire de l'Afrique française peut, soit d'office, soit à la demande d'un chef de secteur de répartition, ordonner des mouvements de fûts d'un secteur de répartition à un autre. Il avise dans ce cas les deux chefs des secteurs intéressés qui règlent entre eux les conditions de transfert.

ART. 4. — Les chefs de secteurs de répartition disposent des fûts en stocks dans leurs secteurs. Ils sont responsables de leur gestion.

Nul achat, mise en service, cession à titre onéreux ou gratuit de fûts vides tant pour les besoins intérieurs que pour l'exportation ne peut être effectué sans un bon de déblocage délivré par le chef du secteur de répartition.

Le transfert des fûts vides, à l'intérieur d'un même secteur, d'une maison à ses comptoirs ou entre comptoirs de la même maison, n'est soumis à aucune formalité.

ART. 5. — Les bons de déblocage sont délivrés à la demande des intéressés et sur justification de leurs besoins.

Le chef de secteur de répartition peut autoriser ou ordonner la cession de fûts vides d'une maison à une autre. A défaut d'accord amiable entre le détenteur du stock et le bénéficiaire du bon de déblocage il peut recourir à la réquisition.

ART. 6. — Les bons de déblocage sont valables jusqu'au dernier jour inclus du mois de leur délivrance.

ART. 7. — La déclaration des stocks de fûts vides neufs et usagés, en bois ou métal de toute capacité et de toutes catégories est obligatoire du jour d'entrée en vigueur du présent arrêté. Elle doit par la suite être faite le premier de chaque mois et adressée dans les huit jours au chef du secteur de répartition. La situation des stocks est établie par lieu de stockage et distingue fûts vides neufs et usagés.

Exception faite pour la première déclaration il sera précisé :

- 1^o — stocks au premier du mois précédent;
 - 2^o — accroissements avec indication de leur origine (fabrication, importation, achat sur place, récupération de fûts importés ou achetés sur place pleins, etc...);
 - 3^o — diminutions avec référence aux bons de déblocage accordés;
 - 4^o — quantités de fûts débloqués exportées.
- Ces indications doivent être fournies séparément pour les catégories de fûts suivants :

A. — Fûts à essence

- a) légers (20 ou 25 kilogrammes) . . . 36 litres
50 —
- b) lourds (de transport) 100 kgs. . . 200 —

B. — Fûts à huile de palme

- a) légers
 - b) lourds
 - c) ponçons en bois
- de toutes capacités.

C. — Fûts à huile d'arachides. — 200 et 500 litres etc.

D. — Fûts bois. — Tant en stocks dans les maisons qu'en location des types :

- a) bordelaises (220 à 250 litres).
- b) demi-nuids (500 litres).

E. — Fûts divers. — Tant en bois qu'en métal, de toute provenance et pour tous usages.

Les déclarations sont fournies par tout fabricant, tout importateur et tout détenteur de stocks.

ART. 8. — Chaque gouverneur chef de secteur de répartition prendra toutes mesures utiles pour la réalisation pratique des dispositions ci-dessus.

Il adressera au gouvernement général (direction des services économiques) les relevés récapitulatifs de la situation des stocks en fin de mois.

ART. 9. — Les infractions aux dispositions du présent arrêté sont passibles, conformément à l'article 10 du décret du 2 mai 1939, des sanctions prévues à l'article 46 de la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation de la nation pour le temps de guerre.

ART. 10. — Les gouverneurs des colonies et chefs de territoire, le commissaire de France au Togo, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Dakar, le 15 janvier 1942.

P. BOISSON.

Vins

ARRETE N° 70 modifiant l'arrêté n° 703 du 18 décembre 1941 portant réglementation de la vente des vins ordinaires au Togo.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu le décret du 2 mai 1939 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation générale de la nation pour le temps de guerre dans les territoires d'outre-mer dépendant de l'autorité du ministre des colonies, promulgué par arrêté n° 634/D. N. du 2 septembre 1939;

Vu le décret du 2 septembre 1939 portant règlement d'administration publique, déterminant les conditions d'emploi des ressources des territoires d'outre-mer dépendant de l'autorité du ministre des colonies, promulgué au Togo par arrêté du 10 novembre 1939;

Vu l'arrêté n° 703 du 18 décembre 1941 portant réglementation de la vente des vins ordinaires au Togo;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les rations de vins ordinaires fixées par l'article 2 de l'arrêté n° 703 du 18 décembre 1941 sont modifiées de la façon suivante, à partir du 1^{er} février 1941 :

Hommes à partir de 18 ans : 15 litres par mois.

Femmes à partir de 18 ans : 10 litres par mois.

Jeunes gens de 12 à 18 ans : 5 litres par mois.

ART. 2. — Vu l'urgence, le présent arrêté sera publié par voie d'affichage à la mairie de Lomé, dans les bureaux des cercles et subdivisions ainsi que dans tous les bureaux de postes.

Lomé, le 27 janvier 1942.

J. de SAINT-ALARY.